

Rapport de vigilance sur les contradictions de la Chine

Suivi d'un projet d'application pour mobile



Le révélateur de la crise de la covid-19 sur la nécessité d'une vigilance accrue par rapport à la Chine



On oublie un peu trop rapidement les origines de la pandémie ainsi que les manœuvres du gouvernement chinois pour tenter de masquer sa responsabilité dans cette crise mondiale.

L'Ecole de Guerre Economique a publié le 12 mai 2020 un rapport d'alerte titrée « [La Chine est-elle devenue une puissance dangereuse du temps de paix ?](#) » Ce texte soulignait les incohérences du régime communiste chinois dans sa manière de traiter un problème récurrent (cf. [le SRAS](#) en 2003).

Nous publions aujourd'hui un rapport de vigilance rédigé par un groupe d'étudiants professionnels qui a voulu aller plus loin dans l'étude des contradictions du système communiste chinois.

Le nombre de contradictions relevées incite au débat. Mais ce travail constitue une grille de lecture critique de la Chine qui soulève la question du niveau de lucidité à avoir par rapport à ce pays et aux conséquences de sa politique à travers le monde, et notamment en France.

Fiches thématiques

Les contradictions de la Chine

En 1949, le Parti Communiste Chinois prend le pouvoir en Chine. C'est l'aboutissement d'une longue lutte armée contre son principal adversaire politique, le [Kuomintang](#), à la fin des années 20. Le PCC défend alors un modèle de société antinomique avec le modèle capitaliste.

71 ans plus tard, la Chine dirigée par son Président Xi Jinping, est avant tout une puissance qui veut dépasser les Etats-Unis d'Amérique.

Entre l'application d'un programme communiste qui veut renverser le système capitaliste et une politique d'accroissement de puissance qui veut imposer une certaine suprématie, les contradictions sont nombreuses.

L'objectif de ce document est de répertorier les contradictions les plus significatives afin de mieux comprendre ce qui se cache derrière les subtilités de la rhétorique officielle.

Pendant trop longtemps, la Chine n'a pas été suffisamment prise au sérieux. La disparition de l'Union Soviétique a fait croire à beaucoup de décideurs publics et privés que la spécificité idéologique de ses gouvernants était un point de détail de l'Histoire et n'avait pas une importance particulière. Ce qui comptait en priorité absolue était l'accès au marché chinois. Cette cécité nous a déjà coûté très cher lors de la pandémie, à cause des délocalisations.

La Chine doit nous faire réfléchir.

Il n'est pas possible de ne pas être vigilant par rapport à un pays :

- qui affiche un langage de paix mais qui prépare la guerre,
- qui se dit défenseur de l'économie de marché alors qu'il verrouille l'accès à son marché intérieur,
- qui se dit en pointe des technologies alors qu'il est à l'origine d'une pandémie qui a déstabilisé une partie du monde,
- qui prétend soutenir l'épanouissement des peuples alors qu'il renforce leur dépendance à son économie.



La Chine d'aujourd'hui est d'abord un pays qui veut assurer sa suprématie sur une partie du monde

La Chine se nourrit des facilités d'un pouvoir dictatorial

Xi Jinping a complètement dominé le 19e Congrès du PCC, tout comme les deux sessions parlementaires annuelles de 2018. Avec la réforme de la Constitution supprimant toute limite au mandat présidentiel et lui permettant de prolonger son règne au-delà de deux mandats, et inscrivant la « **pensée Xi Jinping** », il s'est doté des pleins pouvoirs et se pose désormais vraiment en **empereur rouge**.

La nouvelle ère souhaitée par Xi Jinping est caractérisée par la volonté de « **devenir plus fort** » pour se démarquer du mot d'ordre « devenir riche » de l'époque de **Deng Xiaoping** et de celle du « relèvement de la nation » de l'ère **Mao Zedong**.

Après la Révolution culturelle, Deng Xiaoping et d'autres ont lancé le programme « **Boluan Fanzheng** » qui a invalidé la Révolution culturelle et abandonné (et interdit) l'idéologie du culte de la personnalité. Cependant, depuis que Xi Jinping a succédé au poste de secrétaire général du Parti communiste chinois en 2012, le culte de la personnalité a de nouveau été promu en Chine.

Xi Jinping est le fils de **Xi Zhongxun**, futur vétéran de la Révolution communiste et alors proche collaborateur du Premier ministre **Zhou Enlai** au sein du gouvernement central de la République populaire de Chine dans les années 60. Toutefois, son père voit sa carrière s'interrompre dès 1962, accusé de diriger un groupe « anti-Parti » pour avoir apporté son appui à la publication d'une biographie de **Liu Zhidan**, le chef de la base de guérilla de Yan'an qui avait pourtant accueilli Mao Zedong et son armée à l'issue de la Longue marche en 1935.

Présenté comme le président le plus puissant depuis le Grand Timonier Mao, Xi Jinping a lancé une campagne de « rectification » d'inspiration maoïste pour renforcer encore plus son pouvoir à moins de deux ans du prochain congrès du Parti communiste chinois.

D'après **Wikileaks**, Xi Jinping aurait dit que son expérience au nord du Shaanxi pendant la Révolution culturelle lui aurait enseigné « à faire face à tous les défis, à croire à l'impossible et à surmonter tous les obstacles sans paniquer ».

LES CONTRADICTIONS A L'HISTOIRE

- Xi Jinping est une ancienne victime de la Révolution Culturelle, mais il ne tourne pas le dos au passé. Il continue à faire vivre le mythe de Mao, voire il s'identifie à lui.

LES SOURCES INFORMATIONNELLES

[2020 – Xi Jinping](#)

[2020 – culte de la personnalité de Mao Zedong](#)

[2020 – Xi Jinping ravive le fantôme de Mao](#)

[2018 – culte de la personnalité Xi Jinping](#)

[2018 – Xi Jinping ravive Mao](#)

[2018 – Xi Jinping maître du monde](#)

[2017 – Xi Jinping sur les traces de Mao](#)

[2017 – Xi Jinping au 19e Congrès du PCC](#)

[2012 – histoire de Xi Jinping](#)

[2010 – Chine état de droit](#)

La Chine ne respecte pas les règles du commerce international

Le nombre de plaintes en matière de contrefaçon auprès de tribunaux et de l'**OMC** démontre à prouver le contraire sur l'engagement de la Chine à véritablement lutter contre les contrefaçons, le piratage des brevets, etc.

Les États-Unis ont porté plainte en 2018 contre la Chine devant l'Organisation mondiale du Commerce (OMC) pour violation de la législation sur la propriété intellectuelle.

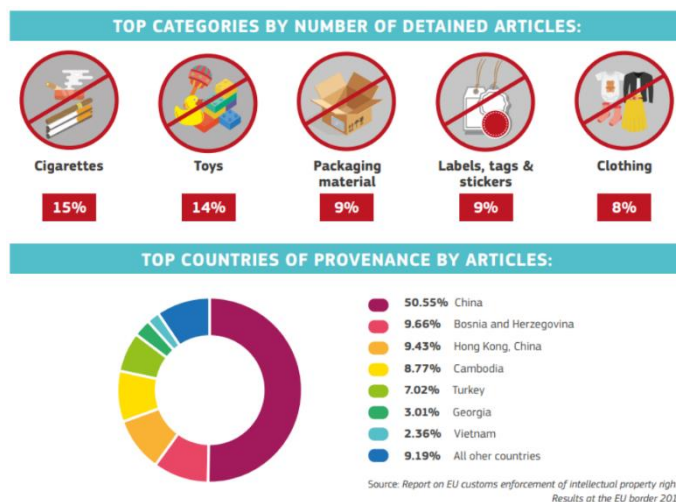
En effet le selon le Président américain **Trump** « La Chine semble enfreindre les règles de l'OMC en privant les détenteurs de brevet étrangers, dont les entreprises américaines, du droit élémentaire d'empêcher une entité chinoise d'utiliser leur technologie après l'expiration d'un contrat de licence », peut-on lire dans un communiqué de l'administration américaine.

La Chine semble également enfreindre les règles de l'OMC en imposant des clauses contractuelles discriminatoires et défavorables pour les technologies étrangères importées.

- **Le transfert de technologie** : Les investissements étrangers en Chine sont conditionnés par les transferts de technologie, mais elle n'hésite pas à outrepasser les accords.

- **La contrefaçon de marchandises** : Selon la commission de l'Union Européenne plus de 60% des saisies de contrefaçons à ses frontières sont d'origine chinoise. Dans une chronique commentée des jurisprudences de l'OMC de 2008 à 2009 la Chine est vue comme l'empire de la contrefaçon. Selon cette étude l'on estime la part actuelle de la contrefaçon dans le commerce mondial à environ 10%, dont 80%, de marchandises contrefaites en Chine. Cette étude révèle en substance que le marché de la contrefaçon représenterait de 15 à 30 % de l'activité industrielle du pays, 8 % du produit intérieur brut (PIB), et 3 à 5 millions d'emplois.

- **La falsification des brevets** : La Chine s'était engagée en 2001 lors de son entrée à l'OMC dans un processus de réformes et d'ouverture et surtout à réformer son cadre organique de la propriété intellectuelle.



LES CONTRADICTIONS A L'HISTOIRE

- Les investissements étrangers en Chine sont conditionnés par les transferts de technologie, mais la Chine n'hésite pas à outrepasser les accords.
- La Chine déclare produire des produits pas contrefaits, mais selon la commission de l'Union Européenne plus de 60% des saisies de contrefaçons à ses frontières sont d'origine chinoise.

LES SOURCES INFORMATIONNELLES

[2020 – la Chine doit-elle sortir de l'OMC ?](#)

[2019 – droits de propriété intellectuelle](#)

[2019 – la Chine et la réforme de l'OMC](#)

[2019 – multilatéralisme à la chinoise](#)

[2018 – la Chine s'empare de technologies américaines](#)

[2018 – plainte américaine devant l'OMC](#)

[2018 – la Chine dupe l'étranger à l'OMC](#)

[2017 – la Chine, premier producteur de contrefaçons](#)

[2014 – la Chine ne respecte pas les règles du jeu](#)

[2007 – la contrefaçon en droit chinois](#)

[2006 – Chine et avenir du commerce international](#)

La Chine se joue de la concurrence

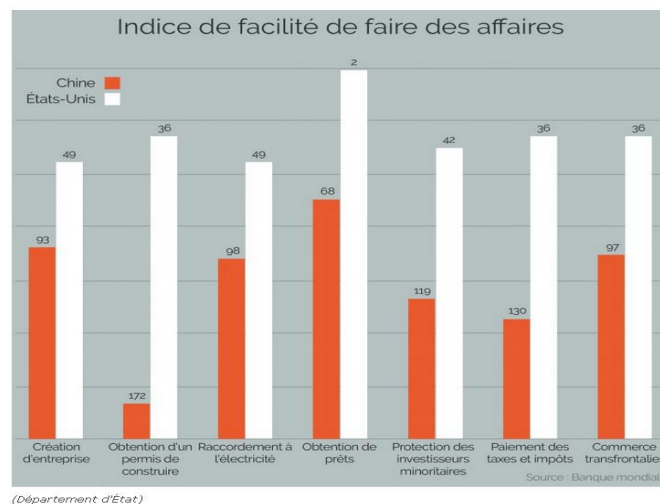
Xi Jinping a été élu président de la République populaire de Chine à l'issue de l'Assemblée nationale populaire (ANP), en mars 2013. La nouvelle ère souhaitée par Xi Jinping est ère caractérisée par la volonté de « **devenir plus fort** » pour se démarquer du mot d'ordre « devenir riche » de l'époque de **Deng Xiaoping** et de celle du « relèvement de la nation » de l'ère **Mao Zedong**. Dès lors, tout en maintenant des principes socialistes, les systèmes économique et juridique chinois se sont en même temps de plus en plus inspirés sur le plan législatif de l'Occident.

Le « **Comité des affaires politico-juridiques** » du Parti communiste joue un rôle essentiel dans l'accès au marché pour les entreprises étrangères et l'attente d'une rationalisation de la pratique juridique chinoise est très largement partagée par le monde des affaires. D'après un rapport du General Accounting Office des États-Unis, 80 % des entreprises américaines sondées estiment que l'accession de la Chine à l'OMC aura dans l'avenir un effet positif sur leurs activités. Néanmoins, elles attendent avant tout que des réformes soient menées dans le sens d'une amélioration de l'encadrement juridique des affaires, ce qu'elles désignent par le vocable général de « **rule of law** » et qui recouvre en réalité des questions liées à la libéralisation des investissements, à l'accès au marché ou aux droits de propriété intellectuelle.

Les hommes d'affaires du secteur privé sont sous la loupe. L'agence **NSC** ou la **Commission nationale de Surveillance** qui se classe plus haut que la Cour populaire suprême et le bureau supérieur des procureurs rappellent notamment que les industries et les businessmen de « l'empire du Milieu » qu'ils sont au service de l'état.

Un fait marquant pour illustrer cette mainmise du Parti sur les entreprises, la disparition mystérieuse, en décembre 2016 de **Guo Guangchang**, le patron de **Fosun** (actionnaire du Club Med) en pleine campagne de lutte anticorruption : « Sur le plan politique, M. Guo est réputé proche de la municipalité de Shanghai, bastion de la faction qui, au sein du Parti communiste chinois, est fidèle à l'ancien président Jiang Zemin. L'actuel président, Xi Jinping, détricote, par le biais de sa campagne anticorruption, les réseaux de ce retraité omniprésent ». Une autre disparition aussi spectaculaire celle de **Mike Poon** le PDG de l'aéroport de Toulouse.

La « petite tradition », celle du communisme chinois, conserve une approche instrumentalisée du droit. Il doit être au service de l'État : c'est le gouvernement par la loi. Or celui-ci n'implique pas forcément l'égalité devant la loi. La suprématie du Parti empêche la séparation des pouvoirs.



LES CONTRADICTIONS A L'HISTOIRE

- D'après Xi Jinping, la Chine soutient une réforme nécessaire de l'OMC pour bâtir une économie mondiale ouverte, préserver le système commercial multilatéral et promouvoir un développement plus sain de la mondialisation, **mais** les entreprises étrangères ne peuvent investir librement en Chine, n'ont pas accès au marché ou aux droits de propriété intellectuelle alors que Xi Jinping demande aux autres pays plus d'ouverture.

LES SOURCES INFORMATIONNELLES

[2020 – Xi Jinping](#)

[2020 – liste des entités identifiées](#)

[2020 – la commission nationale de supervision](#)

[2020 – Meng Hongwei](#)

[2019 – le PCC contrôle l'économie](#)

[2019 – les entreprises étrangères sous tutelle](#)

[2017 – Xi Jinping au 19e Congrès du PCC](#)

[2015 – Guo Guangchang](#)

[2015 – Mike Poon](#)

[2010 – Chine état de droit](#)

[Retour Page ▲](#)

La Chine maintient une corruption sélective

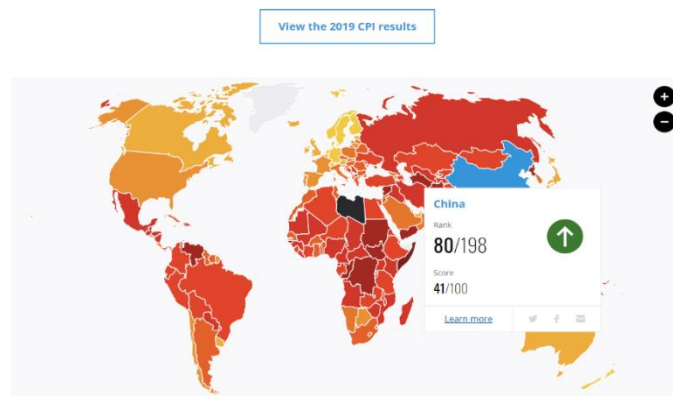
La corruption est un phénomène qui n'a cessé de s'étendre en Chine en corrélation avec le développement économique et l'enrichissement de l'état. Pour l'opinion publique chinoise, c'est le mal principal de la République populaire. Elle est considérée par les dirigeants du PCC comme étant la grande menace pour l'existence du Parti lui-même.

Lors du 19e congrès du parti communiste chinois, Xi Jinping avait déclaré une guerre contre la corruption et une répression sans merci ni tolérance. Xi Jinping avait lancé et supervisé une vaste et impitoyable campagne anticorruption dans laquelle plus d'un million de fonctionnaires ont été disciplinés. Dès le départ, il s'est montré cependant sélectif, visant en priorité ceux susceptibles de menacer son pouvoir, tandis que vis-à-vis de ses proches, de ses soutiens et des membres de la « **seconde génération rouge** », il a non seulement fermé les yeux sur leurs agissements, mais les a même confirmés à leurs postes. De ce fait, la campagne anticorruption a pris l'allure d'une épuration politique.

L'usage de cette redoutable machine d'anticorruption n'est pas limité qu'à l'intimidation des rivaux politiques de « cœur » du Parti, mais elle atteint aussi l'économie du pays et les entreprises du secteur privé. Xi Jinping n'hésite pas à rappeler à ses capitaines de l'industrie et les businessmen de « l'empire du Milieu » qu'ils sont au service de l'état.

Huit ans après son élection, peu de choses semblent avoir changé. La position du pays dans l'Indice de perception de la corruption (CPI) a à peine bougé (**Transparency International**, avec son indice de perception de la corruption (CPI), classe les 198 pays du monde en attribuant une notation sur 100 points).

Corruption around the World in 2019



LES CONTRADICTIONS A L'HISTOIRE

- Xi Jinping prône l'état de droit et la discipline au sein du PCC, **mais** des actes criminels sont souvent commandités par des cadres du parti usant de méthodes mafieuses.
- Depuis 2012, Xi Jinping a lancé et supervisé une vaste campagne anticorruption entraînant l'envoi en rééducation de plus d'un million de fonctionnaires, **mais** il s'est montré sélectif dans la mise en œuvre du programme de lutte contre la corruption en sanctionnant ses rivaux politiques et épargnant ses sympathisants.

LES SOURCES INFORMATIONNELLES

[2020 – Xi Jinping](#)

[2020 – la corruption en Chine](#)

[2019 – économie et corruption géantes](#)

[2018 – campagne anticorruption](#)

[2018 – lutte anticorruption encore insuffisante](#)

[2017 – Xi Jinping au 19e Congrès du PCC](#)

[2017 – purge anti-corruption](#)

[2015 – corruption en Chine](#)

[2014 – le PCC face à la corruption](#)

[2014 – corruption endémique et systémique](#)

[2010 – Chine état de droit](#)

Le régime communiste s'approprie la richesse créée

Dès son arrivée au pouvoir, Xi Jinping entamait son mandat dans d'assez bonnes conditions, et connaissait même une courte lune de miel avec la population. Il lui proposait son « **rêve chinois** », une vision certes destinée à plaire aux nationalistes et au prolétariat, mais globalement acceptable également par le clan libéral.

Xi Jinping a mis en l'accent en plusieurs reprises sur la pleine reconnaissance de l'importance de la promulgation et de l'application du Code civil nouvellement adopté par le pays et une meilleure protection des droits et des intérêts légitimes du peuple conformément à la loi, de lutter contre la corruption.

En matière d'état de droits en Chine est parfois en décalage avec la doctrine officielle, à titre d'exemple, sur le plan du droit de propriété, partout dans ce pays et à tout moment, se produisent des confiscations et des démolitions de biens immobiliers de citoyens ordinaires, des actes criminels souvent commandités par les cadres du parti usant de méthodes mafieuses. Des exactions que même les actes désespérés de certains propriétaires acculés à la ruine, comme de s'immoler par le feu, ne peuvent stopper.

Même les hommes d'affaires du secteur privé sont sous la loupe.

L'agence **NSC** ou la **Commission nationale de Surveillance** se classe plus haut que la Cour populaire suprême et le bureau supérieur des procureurs.

Elle a le pouvoir d'interroger et de détenir tout gestionnaire gouvernemental, ainsi que de geler ses biens et de saisir leurs biens. **Amnesty International** a qualifié cette lutte de « menace systémique pour les droits humains en Chine ».



LES CONTRADICTIONS A L'HISTOIRE

- L'un des enseignements empruntés à la pensée de Xi Jinping consiste à placer le peuple au centre de l'attention et à répondre à son aspiration à une vie meilleure, le nouveau Code civil prévoyant de mieux protéger les droits et intérêts du peuple, mais les biens de citoyens, acquis ou détenus légalement sont confisqués ou détruits sans justification ou compensation valable mettant ces citoyens dans une situation d'insécurité.

LES SOURCES INFORMATIONNELLES

[2020 – Xi Jinping](#)

[2020 – violation des droits humains](#)

[2020 – la commission nationale de supervision](#)

[2019 – le PCC contrôle l'économie](#)

[2018 – la copropriété en Chine](#)

[2017 – Xi Jinping au 19e Congrès du PCC](#)

[2017 – destruction de biens](#)

[2014 – la notion d'utilité publique](#)

[2010 – Chine état de droit](#)

[2007 – la terre appartient à l'État](#)

[2009 – protection de la propriété en Chine](#)

[2001 – État et corruption en Chine](#)

[1997 – nouveau concept chinois de propriété](#)

La Chine se moque des principes écologiques

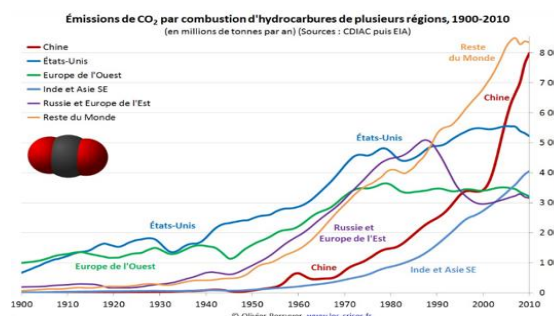
Xi Jinping a mis fortement l'accent sur la responsabilité environnementale et le bien-être du peuple chinois.

En mars 2014, le Premier ministre chinois **Li Keqiang** déclarait : « Nous devons résolument déclarer la guerre à la pollution, comme nous l'avons fait contre la pauvreté ! ». En 2018, le terme « civilisation écologique » est officiellement inscrit dans la constitution chinoise. En 2013, l'« **airpocalypse** » à Pékin (une pollution de l'air sans précédent) provoque la colère de la classe moyenne urbaine et force le gouvernement à réagir. Xi Jinping annonce des mesures d'urgence et l'environnement est officiellement reconnu comme un problème majeur. La nouvelle législation prévoit de donner plus de pouvoir à l'agence de protection de l'environnement ainsi qu'une plus grande liberté aux ONG défendant l'écologie.

La Chine met en place une loi taxant les émissions polluantes, mais celle-ci n'inclut pas le CO₂, dont la Chine est le premier émetteur mondial. Les recettes de cette taxe reviennent aux gouvernements locaux réfractaires à la mise en place d'une politique écologique qui freinerait la croissance économique, compliquant ainsi leur mise en place et les rendant plus symboliques qu'efficaces. Le premier pollueur mondial se présente « en partenaire » idéal dans la lutte contre le réchauffement climatique après le départ des États-Unis de l'accord de Paris, mais malgré ses investissements dans les énergies propres, la Chine reste très dépendante du charbon, ses émissions de gaz à effet de serre ont augmenté de plus de 50 % en une seule décennie. La Chine continuant d'ouvrir de nouvelles mines et de construire plusieurs grandes centrales au charbon à l'étranger (Afrique du Sud, Kenya, Pakistan et Bangladesh).

Le modèle de croissance économique à base d'infrastructures promu par la nouvelle **route de la soie** (BRI) est fondé sur l'accaparement de vastes superficies de terre et de territoire à convertir en couloirs économiques, entraînant la perte de forêts, d'écosystèmes, de modes de vie traditionnels et de biodiversité. Tous les projets BRI sont source d'importantes émissions de carbone. Selon le Financial Times, les projets énergétiques de la BRI s'appuient « de manière

disproportionnée » sur les combustibles fossiles. Enfin, la surexploitation des ressources naturelles se traduit par une forte empreinte écologique par personne (3,4 hag, alors que la bio capacité n'est que de 1 hag), de sorte que la Chine est en fort déficit écologique.



LES CONTRADICTIONS A L'HISTOIRE

- La Chine signe l'accord de Paris sur le climat en 2016 et en 2018, le terme « civilisation écologique » est officiellement inscrit dans la constitution chinoise, **mais** elle reste très dépendante du charbon et la loi taxant les émissions polluantes n'inclut pas le CO₂, ce qui ne va pas dans le sens de la lutte pour un environnement durable voulue par le pays.
- La Chine a annoncé une politique d'environnement durable, **mais** la nouvelle route de la soie « BRI – Belt & Road Initiative » accélère la catastrophe climatique par la destruction de forêts, d'écosystèmes et de biodiversité.

LES SOURCES INFORMATIONNELLES

[2020 – Xi Jinping](#)

[2020 – environnement en Chine](#)

[2019 – augmentation production de charbon](#)

[2019 – construction centrales à charbon](#)

[2018 – paradoxe révolution verte](#)

[2018 – centrales à charbon chinoises](#)

[2017 – Xi Jinping au 19e Congrès du PCC](#)

[2016 – taxe chinoise pollution](#)

[2016 – Chine taxe le CO₂](#)

[2016 – les énergies vertes](#)

La Chine contrôle étroitement ses citoyens

Xi Jinping a demandé à l'ensemble du Parti de promouvoir de manière efficace la mise en œuvre du **Code civil** afin de mieux faire avancer la gouvernance du pays selon la loi et l'édification d'un pays socialiste fondé sur l'état de droit, et de mieux protéger les droits et intérêts du peuple. Il accentue son discours sur le fait qu'il faut rester fidèle au concept de développement centré sur le peuple, et promouvoir continuellement le plein épanouissement de l'homme et l'enrichissement commun de toute la population.

En 2019, le scientifique **Zeng Xiaoyang** dévoilait une caméra reliée au cloud et dotée d'une technologie d'intelligence artificielle, permettant de scanner des milliers de visages dans un stade avec une extrême précision (5 fois les capacités de l'œil humain) et de générer leurs données faciales par le cloud ainsi que la localisation en un instant. Le système de surveillance se compose de trois plateformes principales (**Skynet**, **Safe City** et **Sharp Eyes**) qui ciblent à la fois les villes et les zones rurales. La Chine est sur le point de terminer son installation de 2,7 milliards de caméras à travers le pays, pour atteindre l'objectif de ne laisser aucun angle mort dans les zones urbaines.

En février 2020, certaines entreprises chinoises se sont vues être placées sur la « **Entity List** » du Bureau of Industry and Security de l'US Department of Commerce pour implication présumée dans des violations des droits des droits humains dans le Xinjiang. Échange massif de données privées entre les acteurs étatiques et les sociétés privées pour le **scoring social** particulier. Des messages de citoyens concernant le coronavirus sont censurés sur les réseaux sociaux WeChat et YY.

En Chine, le « crédit social » des citoyens fait passer les devoirs avant les droits, ce concept accredité l'idée d'un « capital de points » accordé par l'État au citoyen, qui peut être bonifié,

ou bien s'éroder. Une « **contrôlocratie** » rendue possible grâce à toutes sortes de paramètres et à l'intelligence artificielle.



LES CONTRADICTIONS A L'HISTOIRE

- Pour Xi Jinping, les intérêts du peuple doivent être placés au-dessus de tout, pour un développement plus équitablement à l'ensemble de la population, mais la mise en place d'un système généralisé de surveillance va à l'encontre du bien-être de la population et sert à sanctionner les citoyens non alignés au parti. La mise en place du système de crédit social venant parfaire ce contrôle des libertés.

LES SOURCES INFORMATIONNELLES

- [2020 – Xi Jinping](#)
- [2020 – Coronavirus censuré par la Chine](#)
- [2020 – censure messages Coronavirus](#)
- [2020 – les censures en Chine](#)
- [2020 – le système de crédit social](#)
- [2020 – le crédit social citoyen](#)
- [2020 – liste des entités identifiées](#)
- [2019 – caméra de surveillance du peuple](#)
- [2019 – contrôle social intensif](#)
- [2019 – surveillance de masse](#)
- [2017 – Xi Jinping au 19e Congrès du PCC](#)

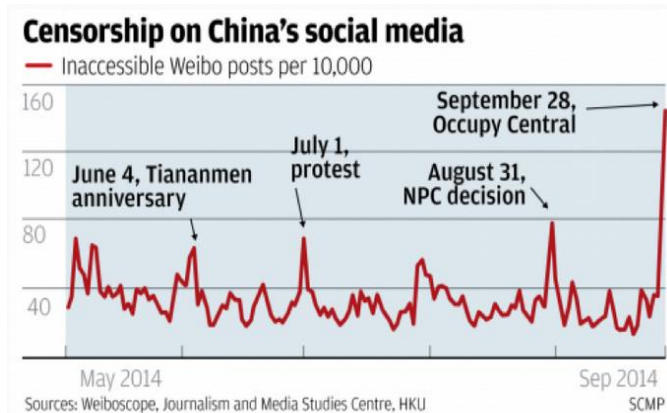
La Chine contrôle aussi tous les médias

La Chine assure vouloir promouvoir « l'ouverture du cyberspace », pourtant près d'un quart des médias étrangers présents en Chine ne peuvent pas y être diffusés. Leurs sites Internet y sont bloqués par les autorités (New York Times, BBC, Guardian, Washington Post, Reuters, El Pais, The Hindu, Spiegel, The Economist, Le Monde, Libération, Radio France Internationale...). Selon le ministère des affaires étrangères chinois, 536 journalistes étrangers sont accrédités dans ce pays, dont 431 à Pékin. Ces journalistes travaillent pour 215 médias. Or, selon l'étude, 23 % de ceux-ci sont bloqués, un chiffre qui grimpe à 31 % pour les médias anglo-saxons.

Depuis septembre 2019, l'obtention ou le renouvellement de la carte de presse chinoise est conditionné par la réussite d'un **examen de fidélité au Parti** et au président Xi Jinping. « Cet examen grotesque vise de toute évidence à intimider les journalistes et fournira au régime l'excuse parfaite pour écarter les dernières voix critiques dans les médias », s'indigne Cédric Alviani, directeur du bureau Asie de l'Est de **Reporters sans frontières** (RSF), qui dénonce « une mesure digne de la Corée du Nord, pays dans lequel les journalistes sont contraints d'adhérer au Parti et n'ont d'autre fonction que de servir la propagande du Grand Leader. »

En mars 2020, une nouvelle directive durcissant encore la censure est entrée en vigueur. Cherchant à « réguler » les contenus sur l'Internet chinois, elle rend responsables les plateformes des informations que les internautes diffusent et doit notamment interdire les contenus sensationnalistes, remettant en cause l'unité de la nation chinoise ou s'opposant aux valeurs fondamentales de la constitution.

En revanche, les producteurs de contenus sont encouragés à propager des contenus relatifs à « la pensée de Xi Jinping » ou visant « à augmenter l'influence internationale chinoise ».



LES CONTRADICTIONS A L'HISTOIRE

- Xi Jinping a dit : « Nous avons proposé le concept des valeurs essentielles socialistes. Parmi ces éléments, la prospérité, la démocratie, la civilisation et l'harmonie sont les valeurs fondamentales au niveau national. » **mais** la censure de tous les médias reste omniprésente.
- La Chine prône la liberté d'expression pour les journalistes, **mais** le téléchargement de l'outil éducatif est obligatoire pour les 90 millions de membres du Parti et la réussite aux tests de l'application conditionne également l'obtention de la carte de presse pour les journalistes chinois.

LES SOURCES INFORMATIONNELLES

- [2020 – Xi Jinping](#)
- [2020 – Coronavirus censuré par la Chine](#)
- [2020 – les censures en Chine](#)
- [2019 – la Chine bloque les médias](#)
- [2019 – carte de presse conditionnée en Chine](#)
- [2019 – modification charte étudiante](#)
- [2019 – fausse image médiatique de la Chine](#)
- [2019 – Chine et guerre de l'information](#)
- [2017 – Xi Jinping au 19e Congrès du PCC](#)

La Chine n'applique pas la séparation des pouvoirs

Tout en maintenant des principes socialistes, le système juridique chinois s'est de plus en plus inspiré du plan législatif occidental. Les départements de l'État doivent renforcer l'édification institutionnelle des lois et des règlements en lien avec le **Code civil**, a déclaré Xi Jinping, notant que le Code civil devait servir de balance importante pour les prises de décision, la gestion et la supervision administrative.

En matière **d'Etat de droit**, la Chine est parfois en décalage avec la doctrine officielle. Parmi les avocats, acteurs incontournables d'un État de droit, certains sont menacés physiquement, harcelés ou empêchés d'exercer leur métier, parce qu'ils défendent des citoyens politiquement « non défendables » comme les pratiquants du **Falungong** ou les parties prenantes dans le scandale du **lait contaminé**.

Encore plus significatif, le rôle prédominant du « **Comité des affaires politico-juridiques** » du Parti Communiste. Dirigé par un secrétaire du parti et présent sur toute l'échelle étatique, ce comité dirige et supervise les affaires juridiques. C'est ainsi que les verdicts de tous les procès importants sont généralement issus de ce comité.

Le **China Tribunal**, une organisation indépendante de lutte contre le prélèvement forcé d'organes, a montré que certaines personnes emprisonnées appartenant à des minorités religieuses en Chine étaient victimes de vol d'organes – parfois même de leur vivant. L'existence d'un système de détention administrative, le recours à la torture et l'absence de droit à un procès équitable n'ont cessé d'être dénoncés par des organisations comme **Amnesty International**.

La « petite tradition », celle du communisme chinois, conserve une approche instrumentalisée du droit. Il doit être au service de l'État : c'est le gouvernement par la loi. Or celui-ci n'implique pas forcément l'égalité devant la loi. La suprématie du Parti empêche la séparation des pouvoirs.

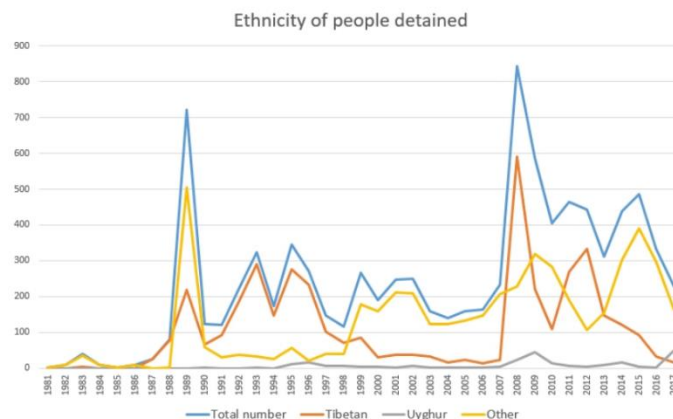


Figure 4. Prisonniers politiques en Chine par ethnicité. Graphique élaboré à partir de la base de données sur les prisonniers politiques de la Commission exécutive du Congrès des États-Unis sur la Chine.

LES CONTRADICTIONS A L'HISTOIRE

- L'État doit renforcer l'édification institutionnelle des lois et des règlements en lien avec le Code civil et respecter les droits des citoyens, mais des avocats sont menacés, car ils défendent des citoyens politiquement « non défendables ».
- Xi Jinping estime nécessaire de parvenir à un État de droit, c'est à dire un gouvernement du pays par la règle de droit et non par la règle de l'homme, mais en raison du rôle prédominant du « Comité des affaires politico-juridiques » du Parti communiste, il n'y a pas de séparation entre le pouvoir politique et la justice.

LES SOURCES INFORMATIONNELLES

[2020 – Xi Jinping](#)

[2020 – liste des entités identifiées](#)

[2020 – la commission nationale de supervision](#)

[2020 – le ministère de la Justice contrôle les avocats](#)

[2019 – prélèvement forcé d'organes](#)

[2018 – scandale lait contaminé](#)

[2018 – éthique des juges chinois](#)

[2017 – Xi Jinping au 19e Congrès du PCC](#)

[2010 – Chine état de droit](#)

[2009 – procès du lait contaminé](#)

La Chine contrôle les libertés religieuses

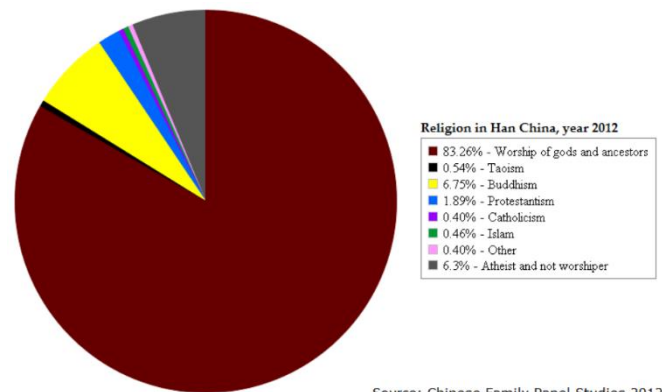
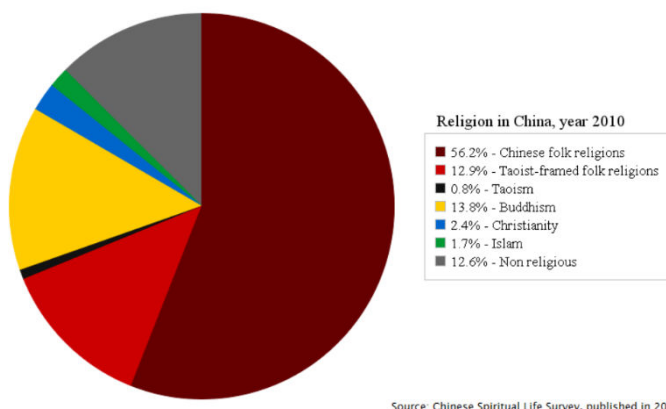
Survenue quelques mois après le XXe congrès du Parti communiste soviétique, marquée par la charge du premier secrétaire **Nikita Khrouchtchev** contre les abus du régime stalinien, la **campagne des 100 fleurs** qui était censée donner la liberté de religion à tous s'est heurtée à un tout autre visage du régime chinois de l'époque.

En effet, la situation était tout autre, car les missionnaires étrangers (environ 5 000) ont été expulsés dès l'installation du régime communiste.

Plusieurs églises ont été fermées et même la majorité des prêtres sont arrêtés et emprisonnés. Aussi, les prêtres taoïstes sont poursuivis et doivent se cacher.

Certains sont aussi internés dans des camps de travail. En 1957, les restrictions restèrent modérées, mais la pratique religieuse fut souvent entravée par la dénonciation du comportement jugé réactionnaire des chefs religieux, assortie éventuellement d'arrestations, ainsi que la réquisition des lieux de culte pour des usages d'intérêt public.

Les activités religieuses furent strictement limitées aux lieux de culte, ce qui entraîna la fermeture des écoles confessionnelles.



LES CONTRADICTIONS A L'HISTOIRE

- La campagne des 100 fleurs était censée donner la liberté d'expression et de religion à tous, **mais** plusieurs missionnaires étrangers (environ 5 000) ont été expulsés dès l'installation du régime communiste et d'autres églises ont été fermées et même la majorité des prêtres sont arrêtés et emprisonnés.
- En 1957, les restrictions restèrent modérées, **mais** la pratique religieuse fut souvent entravée par la dénonciation du comportement jugé réactionnaire des chefs religieux, assortie éventuellement d'arrestations, ainsi que la réquisition des lieux de culte pour des usages d'intérêt public.

LES SOURCES INFORMATIONNELLES

[2020 – politique religieuse en Chine](#)

[2020 – campagne des 100 fleurs](#)

[2020 – le rôle de la Chine dans le monde](#)

[2020 – persécutions des chrétiens en Chine](#)

[2019 – épuration ethnique en Chine](#)

[2018 – rééducation des musulmans en Chine](#)

[2018 – la Chine renforce son contrôle sur les religions](#)

[2018 – observatoire de la liberté religieuse](#)

[2018 – terreur et révolution en milieu religieux](#)

[2016 – la Chine affirme respecter la liberté religieuse](#)

[2015 – pas de liberté pour les chrétiens musulmans](#)

Les dysfonctionnements historiques du modèle communiste chinois

La Chine n'a pas cessé de manipuler la pensée de son peuple

Survenue quelques mois après le XXe congrès du Parti communiste soviétique, marquée par la charge du premier secrétaire **Nikita Khrouchtchev** contre les abus du régime stalinien, la **campagne des 100 fleurs** qui était censée donner la liberté d'expression à tous s'est heurtée à un tout autre visage du régime chinois de l'époque.

De Nombreux cadres, journalistes, étudiants sont déportés suite à cela.

D'après **François Domenach**, sinologue français « 550 000 personnes sont déportées ». On peut donc voir la contradiction entre l'annonce de sa campagne et sa fin. Cette même campagne a deux aspects totalement opposés, car au lancement de cette dernière, la campagne de rectification était prise au premier degré par le peuple, pensant que cette doctrine était un assouplissement du régime dictatorial.

Dupé, le peuple subit de violentes répressions. Le terme propice à cette campagne depuis son origine est « campagne de répression ».

Voilà pourquoi, aujourd'hui, l'image des cent fleurs s'emploie en Chine tantôt dans son sens littéraire (le paysage au printemps ou la prospérité), tantôt dans le sens politique, au-delà du mot d'ordre aboli des années 1950, pour désigner le développement libre de formes et de styles différents en même temps que la prospérité des milieux littéraires et artistiques.

LES CONTRADICTIONS A L'HISTOIRE

- Mao Zedong reconnaissait la mort de 700 000 « contres révolutionnaires" en 1950, mais affirmait le jour même du discours que désormais « il n'y avait plus de meurtres ».
- Mao Zedong invitait le peuple à prendre ouvertement la parole et à critiquer, mais le peuple ne s'est pas tout de suite exprimé à cause des répressions. Le peuple a implicitement considéré que ce discours sonnait faux et a préféré s'abstenir de critiquer.
- Mao Zedong voulait que le peuple s'exprime, mais ordonne, que chaque cadre collecte 5% de critiques parmi ses subordonnés, ni plus, ni moins, sans quoi ces cadres seraient eux-mêmes considérés comme des contre-révolutionnaires et sanctionnés en conséquence (camps de rééducation).
- Mao Zedong déplorait que quelques années plus tôt « des gens honnêtes aient été pris pour des coupables », mais il a reproduit la même erreur en vue de rétablir sa stature. Mao a fait de cette dernière un dogme.

LES SOURCES INFORMATIONNELLES

[2020 – campagne des 100 fleurs](#)

[2020 – la pensée de Xi Jinping](#)

[2019 – Alibaba crée une appli à la gloire de Xi Jinping](#)

[2019 – Xi Jinping teste la loyauté des journalistes](#)

[2019 – la Chine espionnerait massivement ses citoyens](#)

[2012 – une nouvelle campagne des 100 fleurs ?](#)

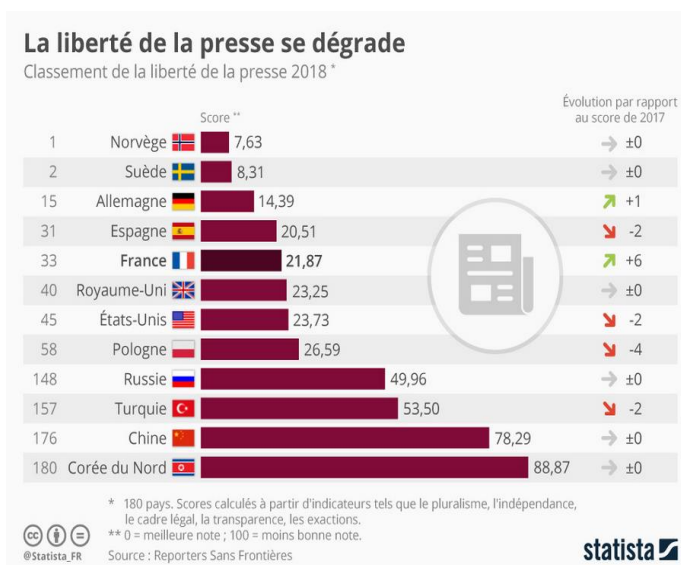
[2012 – comment Mao a dirigé la Chine](#)

[2011 – campagne contre la pollution spirituelle](#)

[2010 – la notion d'État dans la pensée politique](#)

[2003 – la pensée manipulée : le cas chinois](#)

[1989 – le discours comme pouvoir](#)



La Chine est restée figées sur un mode de pensée unique

Mao Zedong a dit : « Avec tous les camarades du Parti, apprendre auprès des masses et continuer à être leur modeste élève : voilà mon désir ' »

En cela, Mao Zedong a demandé aux membres du PCC d'être à l'écoute des désirs du peuple, de considérer les masses populaires comme ses maîtres et de ne pas avoir honte de consulter ses inférieurs...

Pourtant Mao Zedong a imposé la communication dans un seul sens : Livre rouge, Journal Unique et affiche révolutionnaire pour transmettre les instructions lors de la révolution.

Lors de la Révolution Culturelle, Mao Zedong est proclamé « grand éducateur, grand guide, grand commandant en chef et grand pilote » du peuple chinois et met en place une véritable divination de sa personne. Son ambition est d'unifier les pensées autour des valeurs et principes du marxisme-léninisme. Volonté clairement exposée dans un éditorial de Mao Zedong intitulé « La pensée de 'Mao Tsé-Toung', force impulsive de la révolution culturelle » et publié dans Le Quotidien de l'Armée de Libération le 7 juin 1966.

À l'occasion du 39^e anniversaire de la fondation de l'Armée populaire de Libération de Chine, le Quotidien du Peuple du 1er août 1966 publia un éditorial intitulé « Tout le pays doit être une grande école de la pensée de Mao Tsé-toung ».

Tout acte important ou sortant de l'ordinaire qui se produit en Chine est attribué à la pensée de Mao Zedong. Un ouvrier se jetant à l'eau pour sauver un enfant qui se noie, un chirurgien qui réussit une opération difficile, un paysan bravant la tempête pour sauver du bétail, sont autant de bons élèves de la pensée de Mao qui a inspiré leurs actions.

Mao Zedong impose ainsi sa pensée marxiste-léniniste comme seule et unique. Dans la littérature de la révolution culturelle, le livre rouge des « Citations » occupe une place à part. Il est devenu un signe de reconnaissance que doit posséder tout Chinois pour ne pas être considéré comme « contre-révolutionnaire ».



LES CONTRADICTIONS A L'HISTOIRE

- Mao prônait la liberté entre les peuples, mais l'endoctrinement de la population a eu lieu à toute heure, commençant par saluer en s'inclinant trois fois devant Mao, à midi remercier Mao et le soir s'autocritiquer et rendre le rapport de la journée.
- La révolution culturelle devait prendre en compte la liberté de pensée, mais l'idéologie et pour mobiliser le peuple, la domination du régime maoïste a reposé sur le contrôle de la pensée.
- Mao demandait aux membres du PCC d'être à l'écoute des désirs du peuple, mais il a imposé la communication dans un seul sens.
- Mao se voulait ouvert pendant la révolution culturelle, mais aucune pensée ne pouvait s'opposer à lui, maître suprême de la pensée universelle et commune.

LES SOURCES INFORMATIONNELLES

- [2020 – la pensée unique sous la Chine communiste](#)
- [2019 – camp de Formation à la Pensée Unique](#)
- [2017 – le « xiisme », nouvelle pensée unique chinoise](#)
- [2016 – le virus de la pensée unique](#)
- [2011 – le renouveau maoïste](#)
- [2009 – retour sur la Chine de la Révolution culturelle](#)
- [2007 – la pensée en Chine aujourd'hui](#)

La Chine a échoué dans sa volonté de dépasser le capitalisme

Plusieurs historiens rapportent un slogan qui souligne bien la tragique ironie de ses promesses : « **la production en premier, la vie après** ».

Par cette volonté politique, les 550 millions de paysans que représentait la population rurale de la RPC ont été parqués dans 26 000 communes au motif qu'ils seraient plus facilement contrôlables.

Mao Zedong a ensuite exigé de la population une augmentation, que l'on peut qualifier de délirante, des récoltes ainsi que de la production industrielle sous le dogme que ceux qui ne s'y plieraient pas « n'avaient aucun esprit communiste en eux et étaient de très mauvaises personnes ».

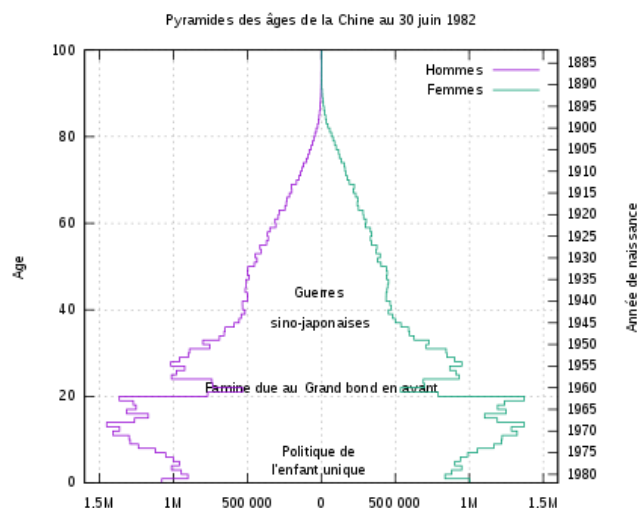
Fin juillet 1958, le **Quotidien du Peuple** déclarait « Nous pouvons produire autant de nourriture que nous voulons », c'était un mensonge national éhonté puisque la famine liée au Grand Bond en Avant fut la plus grande famine du 20e siècle.

Une centaine de millions de paysans furent mis sur des chantiers industriels, la plupart ne virent jamais le jour ou bien étaient de piteuse qualité. Par exemple, des recherches ont prouvé que l'agriculture en ces temps a perdu 10 milliards de jours de travail en raison de cette concentration sur la production d'acier.

Car ce ne fut pas tant la collectivisation qui fut l'échec numéro un que la demande de productivité insensée qu'elle induisait. Sur place, les cadres manquaient de formation technique.

Les charges de travail augmentaient pendant que l'encadrement tirait un trait fatal sur les marchés privés et les lopins de terre individuels.

Il est à rappeler qu'au sortir de la **révolution des 100 Fleurs**, la productivité dans le monde agricole chinois n'est que la moitié de celle observée dans le monde agricole soviétique en 1928.



LES CONTRADICTIONS A L'HISTOIRE

- Mao Zedong affirmait lors de son discours que les jours seraient meilleurs en Chine, mais des études occidentales ont montré qu'entre 1957 et 1961, 38 millions de personnes furent victimes de la famine, surmenage ou de « la chasse aux sorcières » idéologique et en moururent.
- Fin juillet 1958, le Quotidien du Peuple déclarait « Nous pouvons produire autant de nourriture que nous voulons », mais c'était un mensonge national éhonté puisque la famine liée au Grand Bond en avant fut la plus grande famine du 20e siècle.

LES SOURCES INFORMATIONNELLES

[2020 – grande famine en Chine](#)

[2020 – Chine : l'habitude de mentir](#)

[2018 – Chine plus autoritaire et incertaine](#)

[2016 – politiques agraires de la Révolution chinoise](#)

[2013 – Chine : famine cachée, famine oubliée](#)

[2013 – violences de masse depuis 1949](#)

[2013 – la révolution culturelle : un jeu d'enfant ?](#)

[2012 – The Great Famine in China](#)

[2009 – quand la faim justifiait les moyens](#)

La Chine a appris à vivre avec les inégalités

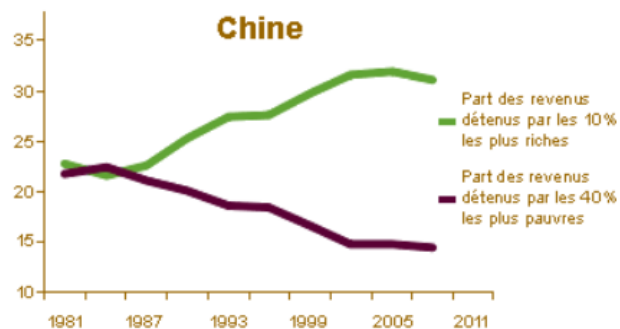
En 1958, **Mao Zedong** critique le Manuel d'Economie Politique de l'URSS écrite sous le contrôle de **Staline**. Il souligne contre celui-ci l'importance de l'initiative des masses et de la lutte de classe comme moteurs de la transformation socialiste. D'où son mot d'ordre : « Faire la révolution et développer la production ».

Mao Zedong affiche une volonté de réaliser l'idéal égalitaire au plus vite par la mobilisation des masses, en particulier la jeunesse et donc, une révolution qui n'est pas censée venir de l'État. Le maoïsme se voulait être un marxisme chinois. Mais le culte de Mao a pris le pas sur ces objectifs originels. Mao concentre alors entre ses mains tous les pouvoirs. C'est, en outre, l'unique théoricien du nouveau régime. Le maoïsme officiel à son tour est devenu un dogme et un produit idéologique d'exportation, vidant de son contenu le marxisme.

En brandissant à tout propos et hors de propos ses rappels à l'ordre égalitariste, Mao a perdu sur les deux tableaux : la Chine est restée pauvre, et le peuple chinois misérable. Comme l'écrivait Karl Marx dans son Manifeste du parti communiste, « Les idées dominantes d'une époque n'ont jamais été que les idées de la classe dominante », la restitution par les autorités chinoises du Grand Bond en Avant en matière économique est en total décalage avec les connaissances, même partielles, que nous pouvons en avoir.

Tous ses constats mettent en exergue les contradictions de l'idéologie égalitaire (entre sexes et classes sociales) communiste à l'époque maoïste. Durant le **Grand Bond en avant**, l'État maoïste avait des pratiques discriminatoires en matière d'emploi des femmes, qui contredisaient le discours officiel relayé par le Quotidien du Peuple, exposant plus souvent les femmes au travail intermittent et au renvoi au foyer à certaines périodes.

Le Parti Communiste chinois (PCC) a consacré toutes les ressources de la nation pour détruire la riche culture traditionnelle chinoise. Cela est venu de l'opposition idéologique inhérente au PCC face à la culture chinoise traditionnelle et sa destruction a été planifiée par le PCC, organisée, systématisée, et a été rendue possible par l'utilisation de la violence par l'État.



Chine accroissement des disparités

Source : [Statistiques mondiales](#)

LES CONTRADICTIONS A L'HISTOIRE

- En 1956, le régime de Mao Zedong disait ne pas être très centralisé, mais la centralisation est poussée à son extrême alors même que Mao se gaussait de ne plus avoir recours à des structures hiérarchiques pour déployer son modèle communiste. Dès 1949, le PCC va structurer l'ensemble de la société.
- Mao Zedong avait souhaité voir le développement communiste par l'ordre égalitariste, mais c'est la modernisation inégalitaire a sorti la Chine de la misère, et s'avère donc beaucoup plus efficace que l'égalité niveleuse pour combattre des fléaux sociaux que Mao a plus dénoncés que combattue. En prétendant concilier la visée nationale et l'objectif social, Mao s'est éloigné de son idéal.

LES SOURCES INFORMATIONNELLES

[2018 – le maoïsme comme religion](#)

[2017 – la religion après Mao](#)

[2017 – le communisme sous Mao](#)

[2013 – la religion en Chine](#)

[2012 – comment Mao a dirigé la Chine](#)

[2012 – les inégalités augmentent en Chine](#)

[2011 – cauchemar du Grand Bond en Avant](#)

[2009 – Mao et son modèle](#)

[2005 – destruction de la culture traditionnelle](#)

Retour Page ▲

La Chine a appris à simuler l'autocritique



La « **Bande des Quatre** » est le nom d'un groupe de dirigeants chinois maoïstes composé de **Jiang Qing** (veuve de Mao Zedong), **Wang Hongwen**, **Yao Wenyuan** et **Zhang Chingiao**. En 1973, cette « bande » a été promue aux postes principaux lors de la 10^e réunion du Politburo du Parti Communiste chinois et aurait contribué à l'essor de la révolution culturelle de 1966 à 1976.

En 1976, suite à l'échec de la révolution culturelle et la mort de **Mao Zedong**, le Parti Communiste chinois n'hésite pas à sacrifier les membres de la bande des quatre dans un procès fantoche pour les accuser de l'échec de la révolution culturelle. Le seul but était de redorer le blason de Mao et celui du parti.

En novembre 1980 s'ouvre le procès de la Bande des Quatre à Pékin dans un climat de tension très vive, au-delà de la bande, c'est la révolution culturelle que l'on juge. À l'issue d'un procès aux allures de pièce de théâtre et dont le pouvoir chinois donnera une exposition internationale maximale, les prévenus sont condamnés à de longues peines de prison, deux d'entre eux, dont la veuve de Mao, est même condamnée à mort.

Lors du procès une stigmatisation des « erreurs » de quelques leaders, avec sans le citer Mao Zedong, ouvre la possibilité de dénoncer de manière subtile la ligne politique des partisans de la révolution culturelle, puis afin d'éviter de rester sur le constat d'échec d'envisager un virage centriste et ceci sans à aucun moment remettre en cause l'héritage de la pensée théologique de Mao Zedong et du Parti Communiste chinois.

L'orchestration (la cour devait juger suivant une législation non entrée en vigueur) menée lors du procès de la bande des quatre a permis de masquer la perte d'influence de Mao et les guerres de pouvoir pour reprendre les rênes du pays et surtout du Parti Communiste chinois.

L'exemple le plus probant : La réhabilitation en 1982 par le Parti Communiste chinois de **Liu Shaoqi**.

LES CONTRADICTIONS A L'HISTOIRE

- Le procès de la bande des quatre a été très largement médiatisé pour prouver au monde entier que la Chine était capable de revoir son histoire, d'accepter ses erreurs du passé et de se corriger pour l'avenir, mais ceci n'a été qu'un procès fantoche permettant à la Chine d'influencer le monde en lui faisant croire qu'elle avait changé.
- L'idéologie communiste promeut le peuple et donc un tribunal populaire, mais le procès de la bande des Quatre a été mené par un tribunal d'experts du Parti Communiste chinois (juges et jurés tous membres du parti et responsables de la révolution culturelle) et non des gens du peuple, ceci afin de mieux maîtriser l'issue du procès au profit du Parti.
- Le procès se présentait mondialement comme équitable où les prévenus pouvaient se défendre, mais comme le stipule le droit chinois, l'avis des accusés n'est pas nécessaire si les preuves de leur culpabilité sont suffisantes pour les accuser, mêmes preuves fabriquées par le Parti Communiste chinois pour les traduire en justice.

LES SOURCES INFORMATIONNELLES

[2020 – la mort du successeur de Mao, Hua Guofeng](#)

[2020 – Zhang Chingiao](#)

[2020 – Liu Shaoqi](#)

[2020 – Nie Yuanzi](#)

[2014 – la bande des quatre](#)

[2012 – l'invention de la défense en Chine](#)

[2011 – la clique maléfique](#)

[1980 – le jugement de la « bande des quatre »](#)

[1980 – 20h TF1 du 20 novembre 1980](#)

[1976 – arrestation de la « bande des quatre »](#)

La Chine n'a pas su répondre à la révolte étudiante de 1989

À la suite de la révolution culturelle et de la mort de **Mao Zedong**, la Chine met en œuvre une politique de réforme et d'ouverture sous la direction de **Deng Xiaoping**.

Cette politique des quatre modernisations vise à améliorer la vie du peuple et à faire retrouver à la Chine une place tant convoitée de leader sur l'échiquier mondiale.

La mort de l'ancien secrétaire du Parti communiste chinois **Hu Yaobang**, réformateur et opposant aux conservateurs en place, provoque une vague de recueillement important dans tout le pays, de la part des étudiants qui reconnaissent son travail en faveur de leur condition.

Dans ce début d'année 1989 qui voit les régimes communistes s'ouvrir au monde, telle l'URSS de **Mickaël Gorbatchev** et de fortes dissensions entre les réformateurs et les conservateurs du gouvernement chinois (**Li Peng**, le Premier ministre très conservateur et **Zhao Ziyang**, premier secrétaire du parti communiste chinois et réformiste), les étudiants réclament plus de démocratie et un rapprochement vers le libéralisme.

En 1989, les étudiants se rassemblent place **Tian'anmen** non pas pour renverser le gouvernement ni révolutionner un pays historiquement communiste, mais pour obtenir de la reconnaissance et participer à la gestion du pays, ce que le Premier ministre n'a pas réussi à intégrer.

Deng Xiaoping qui craint les phénomènes de masse depuis la révolution de 66 qui a vu son fils devenir handicapé après avoir été défenestré par les milices populaires, fera déclarer la loi martiale à Pékin et permettra la répression militaire des manifestations de la place Tian'anmen.

Les événements place Tiananmen feront de plus périliter une visite très attendue du président russe, Mikhaïl Gorbatchev pour reconnaître la Chine comme partenaire majeur du communisme.



LES CONTRADICTIONS A L'HISTOIRE

- Deng Xiaoping prévoyait une réforme positive du milieu de l'éducation en voulant créer une véritable élite du peuple qui pousserait le pays vers plus de modernité, mais il a fortement réprimé les mouvements contestataires étudiants sur la place Tiananmen alors que ceux-ci souhaitaient juste obtenir de la reconnaissance dans leur rôle.
- Avant Tiananmen, le gouvernement était à la recherche d'un modèle économique viable et stable, au détriment du renforcement du Parti, mais après Tiananmen, le gouvernement a recentré ses priorités sur le renforcement de la stabilité et de l'efficacité du régime.

LES SOURCES INFORMATIONNELLES

- [2020 – Deng Xiaoping](#)
- [2020 – manifestations de Tian'anmen](#)
- [2019 – les étudiants sous contrôle](#)
- [2019 – modifications de la charte étudiante](#)
- [2019 – surveillance facultés étrangères](#)
- [2019 – Chine confirme répression étudiante](#)
- [2017 – association étudiants chinois en France](#)

La Chine s'enlise dans l'opposition villes/campagnes

Alors que la révolution culturelle se veut un rétablissement des valeurs initiales du maoïsme, les événements prennent le tour d'un coup de force de la classe paysanne qui affronte les intellectuels restants et même les ouvriers urbains ainsi qu'on le constate lors des incidents de Wuhan en juillet 1967 où ouvriers et armées affrontent les groupes de jeunes maoïstes porteurs de la révolution culturelle.

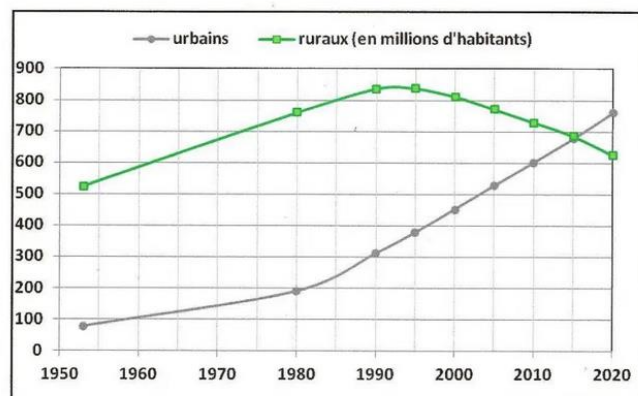
Décrite comme « prolétarienne » celle-ci se fait donc néanmoins au détriment des ouvriers, et surtout au « profit » des campagnes (entre 1963 et 1973, +30% de population rurale contre +20% urbaine). Ce recul de l'urbanisation se fait à contrecourant de la tendance précédente et de ce qui se passera après la révolution culturelle.

Malgré l'instauration de l'égalité entre les citoyens dans la constitution, le système du Hukou créé en 1958 n'est ni suspendu ni revu. Ce système divise la population en statut agricole, non agricole, urbain et rural, indique le niveau d'éducation, classe, ouvriers). Ces statuts sont héréditaires. Les agricoles étant défavorisés vis-à-vis des non agricoles dans l'accès à l'éducation entre autres.

Aujourd'hui, ces discriminations persistent :

- Ville vs campagne : La scolarité en primaire est financée en ville par l'état et dans les campagnes majoritairement par les familles.
- Manuelle vs intellectuelle : les examens et les diplômes sont indispensables pour accéder à certains rôles dans l'appareil étatique. Les intellectuels et bureaucrates sont à nouveau en haut de la pyramide entre classes : le capital social, culturel et familial est devenu décisif pour accéder aux écoles élitaires. Une grande compétition règne pour l'admission aux meilleures universités et écoles. Certaines universités publiques et les grandes écoles sont payantes et donc financièrement inaccessibles pour certaines tranches sociales.
- Méritocratie et Pression : Les enfants sont élevés comme des bêtes à concours enchaînant concours et autres activités pour obtenir une gratification individuelle : « accéder aux bonnes écoles ».

Population urbaine et population rurale en Chine



graphique CLG APHG 2016

LES CONTRADICTIONS A L'HISTOIRE

- La révolution culturelle prévoyait l'instauration de l'égalité entre les citoyens dans la constitution, **mais** le système du Hukou divise la population en statut agricole, non agricole, urbain et rural, indique le niveau d'éducation, classe, ouvriers).
- La Révolution Culturelle avait pour objectif la répartition égalitaire des richesses, **mais** à la fin des années 2000, le fossé entre riches et pauvres se creuse.
- La révolution Culturelle était d'instaurer une culture prolétarienne, **mais** le résultat sera un désert culturel de plusieurs années.

LES SOURCES INFORMATIONNELLES

- [2020 – Chine, discrimination envers les Africains](#)
- [2019 – la révolution culturelle prolétarienne](#)
- [2019 – discriminations en Chine](#)
- [2018 – discrimination des femmes face à l'emploi](#)
- [2015 – la Révolution culturelle](#)
- [2012 – le féminisme en République populaire de Chine](#)
- [2007 – éducation et discrimination sociale](#)
- [1969 – les textes fondamentaux de l'idéologie politique](#)

La Chine a pris l'habitude d'instrumentaliser les femmes

En 1950, la catégorie « au foyer, sans emploi ou au chômage » représente 76,5 % des femmes et 11% des hommes. Les femmes en recherche d'emploi se sont retrouvées exclues de la possibilité d'en obtenir une parce qu'elles appartenaient à la catégorie des « femmes au foyer ». En novembre 1952, un « règlement détaillé d'application sur les mesures unifiées d'enregistrement des chômeurs » fait apparaître de manière explicite que les femmes sont une catégorie à part au regard de l'emploi et du chômage. En 1957, le troisième Congrès des femmes chinoises est organisé afin de réclamer plus d'égalité pour l'accès à l'emploi.

Mais si Mao décide tout à coup de donner une conception nouvelle de la place de la femme et de son rôle au sein de la société, c'est uniquement pour servir son parti et pas la cause des femmes. Au fil des mois, les femmes sont appelées à s'oublier elles-mêmes et à prioriser l'intérêt collectif plutôt que l'intérêt individuel. Après le sacrifice au nom de sa famille, la femme doit se sacrifier pour son pays. Les femmes participent à la construction du socialisme dans un mouvement d'abnégation non plus d'ordre familial et domestique, mais d'ordre économique. Bon nombre de femmes chinoises passent alors de « femmes au foyer » à « intérimaires de l'industrie ». Pourtant synonyme d'instabilité et de non-garantie d'emploi, l'emploi temporaire connaît alors une fulgurante ascension à l'aube du Grand Bond en Avant.

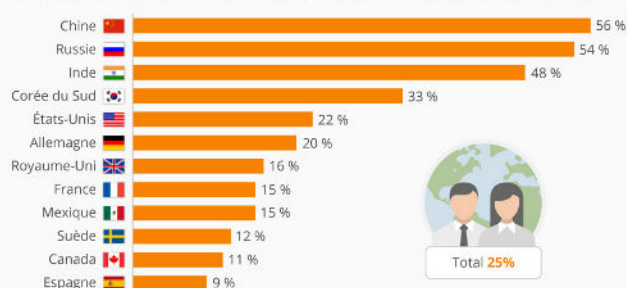
Les « **femmes au foyer** » de Shanghai ont été réquisitionnées pour travailler au sein des petites fabriques ou des crèches ou dans les manufactures en recherche de main-d'œuvre non qualifiée. Les chiffres révèlent que les femmes n'ont en aucun cas pris d'emplois aux hommes, mais plutôt qu'elles ont occupé des créations de postes au sein des entreprises d'État ainsi que dans le secteur collectif.

Ces postes requièrent, en outre, peu ou pas de qualifications, et sont moins bien rémunérés dans le collectif que dans l'étatique. Les femmes n'avaient pas d'autre choix que de rester à leur poste sans chance de promotion, le système d'ascension professionnel étant réservé exclusivement à la gent masculine.

Les entreprises contraintes de réduire les effectifs licenciaient en premier les femmes en contrat temporaire, ces dernières étant considérées comme les « moins légitimes ».

L'égalité homme-femme encore lointaine

% de personnes pensant les hommes plus doués que les femmes pour certaines fonctions *



* Part de répondants en accord avec l'affirmation suivante : "Je pense que les hommes sont plus doués que les femmes pour accomplir des tâches importantes comme travailler, gagner de l'argent, apprendre et enseigner."

Enquête menée auprès de 17 551 adultes dans 24 pays en janvier et février 2017.
Source : Ipsos

statista

LES CONTRADICTIONS A L'HISTOIRE

- En 1958, Mao Zedong prône l'égalité entre la femme et l'homme, **mais** c'est uniquement pour servir son parti et non la cause des femmes.

LES SOURCES INFORMATIONNELLES

[2020 – le Grand Bond en Avant](#)

[2020 – l'idéal communiste chinois](#)

[2015 – le droit des femmes](#)

[2012 – le féminisme en Chine](#)

[2010 – être femme en Chine](#)

[2007 – le féminisme selon Mao](#)

[2005 – position sociale de la femme](#)

[1985 – Chinese Women since Mao](#)

La Chine a cultivé l'art de la propagande en économie

Le **Grand Bond en Avant** est une campagne du Parti Communiste chinois (PCC) de République Populaire de Chine de 1958 au début de 1960 ayant pour but une industrialisation rapide du pays. Pour **Mao Zedong**, la comparaison internationale est omniprésente, il déclare en 1949 : « la Russie d'aujourd'hui, c'est la Chine de demain ». C'était un programme de réforme ayant pour but d'accélérer le développement économique et technique du pays tout en dépassant les résultats obtenus entre 1953 et 1957.

Le pays est alors dominé par un capitalisme d'État, en contradiction totale avec ses objectifs initiaux et qui représente probablement près de 45 % du PIB. Il est générateur de rentes, de corruption et de blocages. Les grandes entreprises chinoises, à de rares exceptions près (comme Huawei, ou Lenovo), sont toutes des compagnies d'État, peu productives pour cause de sureffectifs et de gaspillages elles font un usage disproportionné d'énergies polluantes.

Elles absorbent l'essentiel des subventions publiques et ces mastodontes jouissent de situations quasi monopolistiques et d'un accès privilégié aux banques, grâce aux liens entretenus par leurs dirigeants avec la haute hiérarchie du Parti unique. Ce système bloque le développement d'entreprises privées, plus performantes et plus concurrentielles.

Sous couvert d'une communication officielle relatant des records de production, la Chine exporte ses denrées alimentaires, plus particulièrement en Union soviétique, afin de rembourser le plus vite possible l'aide soviétique apportée dès 1950 en matière d'industrialisation avant la rupture définitive avec **Moscou**.

Les résultats économiques ne sont jamais abordés en tant que tels, mais dissous dans un discours officiel sur la période 1949-72, période dite de « reconstruction du pays ». Après la mort de Mao Zedong et les réformes économiques chinoises entamées sous **Deng Xiaoping**, le gouvernement chinois reconnut que le Grand Bond fût un désastre économique majeur, une de ses plus importantes erreurs après la fondation de la République populaire de Chine. Le parti, qui présenta en 1959 un rapport très positif, mais faussé de la production de 1958, du admettre qu'il était exagéré.



[Evolution du cours du yuan par rapport au dollar depuis 2005, courbe en bleu. Crédits: Economie et Stratégies]

LES CONTRADICTIONS A L'HISTOIRE

- La Chine devait être dominée par l'esprit maoïste, mais est dominée par un capitalisme d'État, en contradiction totale avec ses objectifs initiaux. Il est générateur de rentes, de corruption et de blocages et toutes les compagnies d'État, peu productives pour cause de sureffectifs et de gaspillages font un usage disproportionné d'énergies polluantes.
- Les autorités chinoises avaient annoncé que dans le district modèle du Fengyang (Anhui), la production annoncée passait de 178 000 tonnes à 199 000 tonnes de 1958 à 1959, mais la production réelle était en fait de 89000 à 54 000 tonnes.

LES SOURCES INFORMATIONNELLES

- [2018 – désastre du Grand Bond en Avant](#)
- [2017 – le communisme sous Mao](#)
- [2011 – cauchemar du Grand Bond en Avant](#)
- [1978 – la théorie des 3 mondes de Mao](#)
- [1977 – les 3 révolutions de la Chine](#)
- [1976 – l'aide internationale au développement](#)
- [1973 – quand la Chine s'éveillera...](#)
- [1968 – politique extérieure chinoise](#)
- [1968 – le droit international](#)
- [1964 – les communes populaires rurales](#)

La Chine a légitimé une société de progrès très inégalitaire

Deng Xiaoping était l'héritier du rêve de **Sun Yat-Sen** d'un état unifié et l'architecte de l'économie chinoise autour d'une philosophie politique connue sous le nom des trois principes du peuple (nationalisme, démocratie et bien-être du peuple). À son entrée au pouvoir en 1978, Deng Xiaoping a trouvé un pays désespérément pauvre, en pleine faillite et en chaos.

Deng Xiaoping a rejeté les politiques maoïstes de l'autarcie - avec une réouverture envers le commerce mondial, les **investissements étrangers** et la création de **zones économiques spéciales** (ZES). Ce sera le début d'une politique de "porte ouverte" qui permettra d'accroître le PIB chinois par habitant huit fois au cours des trente années suivantes et de transformer la Chine en une superpuissance.

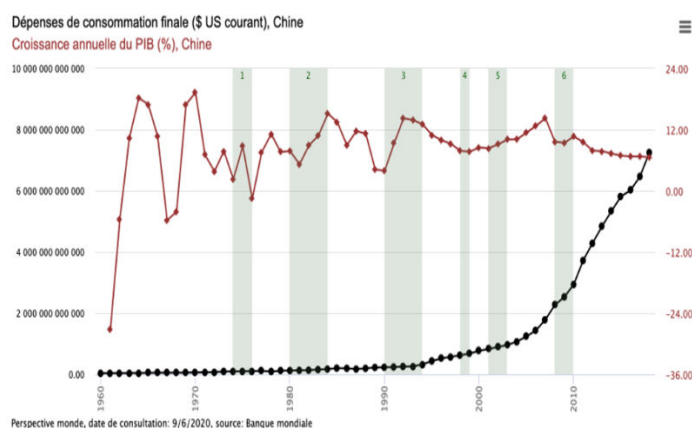
Notamment la mise en place d'un double système de prix sur 1800 produits introduit en octobre 1984, d'un côté des prix administrés pour les quotas de production étatique (le plan), et de l'autre des prix marché pour les surplus de production (le marché). Cela a permis de doper la production et de fait la capacité d'exporter du pays.

Malheureusement, cette libéralisation des prix a généré une forte inflation qui est passée de 3 à 8% en un an (1984-1985) réduisant fortement le pouvoir d'achat des Chinois, aggravée par la sous-évaluation du Yuan, et répartie de façon inégalitaire entre les régions.

La corruption et les inégalités se sont alors accrues, amenant des disparités régionales et sociales grandissantes. Le Parti Communiste chinois (PCC) est alors devenu un instrument de conservation du pouvoir au service de l'enrichissement de la caste dirigeante et non plus au service des Chinois eux-mêmes. Les principes de l'idéologie du communisme, tant défendu comme un modèle idéal du développement humain, sont totalement reniés au profit des détenteurs du pouvoir politique, concentré dans le monde politique et financier confisqué par les membres hauts placés du PCC et de leurs amis.

L'entrée au PCC devient conditionnée par des critères relationnels et de progression sociale et économique et non plus sur des critères fondés sur l'appartenance à l'idéologie communiste.

Cette dernière se fonde dans les intérêts personnels de ses autoproclamés défenseurs.



LES CONTRADICTIONS A L'HISTOIRE

- L'ouverture aux capitaux étrangers devait améliorer la situation économique du pays et aider les Chinois à vivre mieux, **mais** ce système a entraîné une inflation importante qui a précarisé le peuple chinois dans son pouvoir d'achat en forte baisse. Notamment par la politique de libéralisation des prix qui a entraîné une forte augmentation des exportations au détriment du marché intérieur.
- Deng Xiaoping avait promis par ces réformes que les Chinois deviendraient plus riches, **mais** ses politiques ont décuplé les inégalités de richesses et entraîné l'émergence des 3 Chines.

LES SOURCES INFORMATIONNELLES

[2020 – Deng Xiaoping](#)

[2020 – histoire de la Chine](#)

[2020 – PIB versus Consommation Chine](#)

[2018 – revenu rural en Chine](#)

[2015 – communisme ou capitalisme chinois](#)

[2012 – inflation dans le monde](#)

[2015 – taux chômage en Chine](#)

[2009 – inégalités régionales en Chine](#)

[2008 – The China Review](#)

[2008 – la Chine : économie ouverte](#)

Retour Page ▲

La Chine accroît depuis 1978 sa puissance par l'économie

La nécessité d'une réforme systémique et en profondeur fait jour au milieu des années 80, à l'arrivée au pouvoir de **Deng Xiaoping**. Le pouvoir va se trouver enfermé dans une dialectique dont il ne sortira plus : il transforme pour corriger les contradictions des réformes du passé et qui risquent de le déstabiliser. Le pouvoir cherche à produire de la croissance pour rester légitime politiquement face à la population, et lance, à partir de 1978, une ambitieuse politique de modernisation.

La logique des réformes économiques déclenchées par Deng Xiaoping depuis 1978 visait à corriger un ensemble de distorsions et d'arrangements institutionnels de second rang créés par la stratégie de développement initiale conduisant à une allocation inefficace des ressources.

Il s'agit de construire une **économie de marché socialiste** où cohabitent les entreprises publiques (**entreprises affiliées**) et **privées** en attribuant un rôle important au marché pour guider l'allocation des ressources tout en préservant un pouvoir régulateur significatif pour l'État, ainsi, le libéralisme économique et contrôle politique autoritaire se côtoient en une formule spécifique.

Progressivement, le développement des entreprises affiliées devient une stratégie d'enrichissement pour certains cadres. Ainsi, dès le milieu des années 80, Shenyang, comme toutes les grandes villes, vit à l'heure des « sociétés » (**gongsi**). Au sein d'entreprises d'État, mais aussi d'administrations ou d'écoles, se créent des entreprises commerciales dont la force principale est de pouvoir jouer sur la dualité des prix.

Les gongsi achètent au prix du plan pour revendre au prix du marché. « Profitant de ce marché en manque de biens, certains cadres jouent sur leur pouvoir dans presque tous les domaines, des biens de consommation aux matières premières, des droits d'exportation au commerce de voitures de luxe. Ils agissent autant à l'intérieur qu'à l'extérieur de la Chine. Ces personnes n'ont besoin pour opérer que de cartes de visites, d'une licence, d'un téléphone, et d'un compte en banque. Ils réalisent de cette manière des profits ahurissants ».

Figure 3. Dépenses dans les infrastructures publiques majeures (en % du PIB)

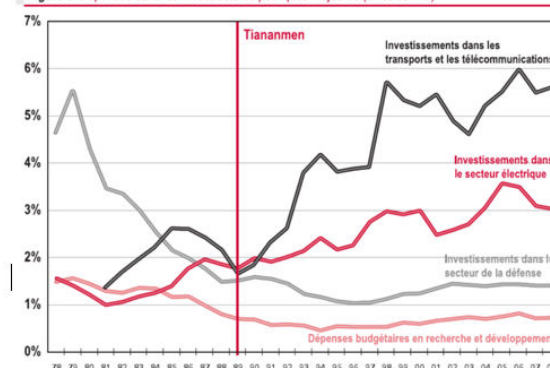


Figure 2 source Perspectives chinoises n°2009/2

LES CONTRADICTIONS A L'HISTOIRE

- Deng Xiaoping souhaitait stimuler une dynamique économique sur l'ensemble de l'économie chinoise, **mais** ces entreprises affiliées ont rivalisé d'imagination pour créer des emplois dans les services de proximité qui concurrencent le petit commerce privé et ainsi améliorer l'utilisation de la main-d'œuvre et offrir des opportunités de travail aux enfants des employés.
- Dans un modèle d'économie « socialiste », l'ensemble du peuple chinois doit profiter du dynamisme économique, **mais** en réalité, le système se veut capitaliste, inspiré de l'occident, les « gongsi » réalisant ainsi des profits ahurissants et créant de fortes disparités de richesses intraprovinciales.

LES SOURCES INFORMATIONNELLES

- [2020 – Deng Xiaoping](#)
- [2020 – s'implanter en Chine](#)
- [2019 – guerre commerciale](#)
- [2015 – communisme ou capitalisme chinois](#)
- [2007 – adaptation des entreprises d'État](#)
- [2007 – contrôle des engagements RSE](#)
- [2006 – la gouvernance des entreprises en Chine](#)
- [2005 – la Chine dans l'économie mondiale](#)
- [1998 – réforme des entreprises publiques](#)

La Chine hiérarchise l'accès à la richesse

La logique des réformes économiques déclenchées par **Deng Xiaoping** depuis 1978 visait à corriger un ensemble de distorsions et d'arrangements institutionnels de second rang créés par la stratégie de développement initiale conduisant à une allocation inefficace des ressources. Il s'agit de construire une **économie de marché socialiste** où cohabitent les entreprises publiques et privées en attribuant un rôle important au marché pour guider l'allocation des ressources tout en préservant un pouvoir régulateur significatif pour l'État, ainsi, le libéralisme économique et contrôle politique autoritaire se côtoient en une formule spécifique. La restructuration de ces institutions est une condition essentielle pour soutenir l'ouverture de la Chine aux entreprises étrangères.

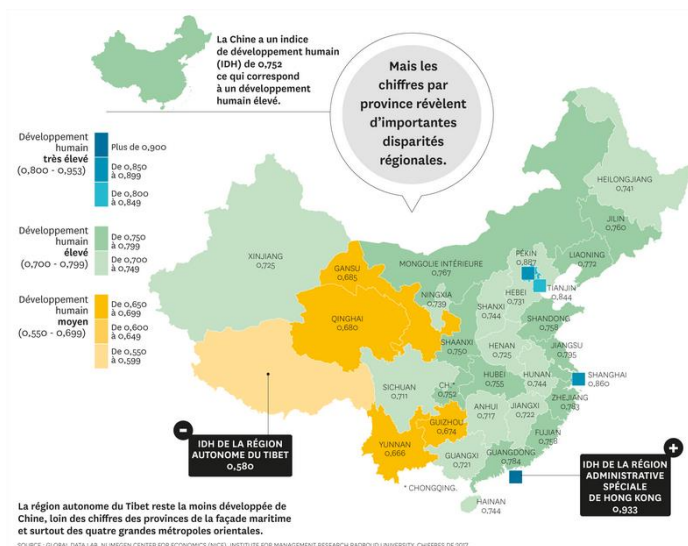
C'est donc à travers le développement d'**entreprises affiliées** que s'exprime la nouvelle vitalité des entreprises d'État. Au début des réformes, le développement d'entreprises affiliées dans le secteur des services a eu pour but de créer des emplois. Progressivement, le développement des entreprises affiliées devient une stratégie d'enrichissement pour certains cadres.

Après les résultats catastrophiques du « Grand bond en avant », laissant le pays dans une pauvreté terrifiante, Deng Xiaoping n'a pu que se rendre à l'évidence : une application stricte des principes économiques dans un système communisme mène à la ruine. Sa réaction s'est alors fondée sur une ouverture progressive au libéralisme afin d'assurer une croissance économique nouvelle, tout en conservant un contrôle politique total par le parti Communiste chinois.

Au cours des années 80, le gouvernement était à la recherche d'un modèle économique viable et stable, au détriment du renforcement du Parti. Après Tiananmen, le gouvernement a recentré ses priorités sur le renforcement de la stabilité et de l'efficacité du régime. Le slogan officiel « **Certains s'enrichissent les premiers** » laisse entendre que tout le monde s'attend un jour ou l'autre à améliorer son sort.

Le PCC est alors devenu un instrument de conservation du pouvoir au service de l'enrichissement de la caste dirigeante et non plus au service des Chinois eux-mêmes. Les principes de l'idéologie du communisme, tant défendu comme un modèle idéal du développement humain est totalement renié au profit

des détenteurs du pouvoir politique, concentré dans le monde politique et financier confisqué par les membres hauts placés du PCC et de leurs amis.



LES CONTRADICTIONS A L'HISTOIRE

- Deng Xiaoping avait compris qu'un système communiste strict mène à la ruine et avait décidé une ouverture progressive au libéralisme pour dynamiser le pays, **mais** ce système hybride d'« économie socialiste de marché » a permis au PCC de conserver la main mise et le contrôle du pays et de devenir un instrument de conservation du pouvoir au service de l'enrichissement de la caste dirigeante et non plus au service des Chinois eux-mêmes.

LES SOURCES INFORMATIONNELLES

- [2020 – Deng Xiaoping](#)
- [2020 – histoire de la Chine](#)
- [2019 – l'Assemblée Nationale du peuple](#)
- [2019 – la dictature 4.0](#)
- [2018 – la Chine ne sera jamais une démocratie](#)
- [2017 – le peuple non prêt pour la démocratie](#)
- [2014 – la Chine face à son peuple](#)
- [2008 – The China Review](#)

La Chine n'enrichit que les dirigeants des entreprises affiliées

« Peu importe qu'un chat soit blanc ou noir, s'il attrape la souris, c'est un bon chat », Deng Xiaoping, 1979.

S'inscrivant dans la logique réformatrice d'une économie de marché socialiste, la **privatisation** des Entreprises publiques (**entreprise affiliée**) s'est imposée comme étant une condition essentielle pour redresser la défaillance de ce type d'institution qui occupait une place importante dans la structuration étatique, mais constituait une entrave lourde à l'accélération de la dynamique économique.

L'élément le plus marquant de la réforme des entreprises d'État est l'accroissement progressif de l'autonomie des gestionnaires.

Dès le début des années 1980, avec le « système de responsabilité économique », le rôle du chef d'entreprise et la nécessité d'une autonomie de gestion sont mis en avant.

Par la suite, cette marge de manœuvre sera encore accrue par les systèmes de contrat de gestion mis en place à partir de 1984.

Mais paradoxalement, cette autonomie prend effet alors que le statut des travailleurs reste pour ainsi dire inchangé.

C'est donc à travers le développement d'entreprises affiliées que s'exprime la nouvelle vitalité des entreprises d'État. Progressivement, le développement des entreprises affiliées devient une stratégie d'enrichissement pour certains cadres.

LES CONTRADICTIONS A L'HISTOIRE

- La privatisation des entreprises d'État voulue par Deng Xiaoping devait assurer un nouveau dynamisme économique à travers une dictature du prolétariat, **mais** en réalité, les gestionnaires (chefs d'entreprise) voient leurs autonomies augmenter à l'inverse des employés qui restent sous le statut précédent d'entreprise d'État. Par ce concept d'entreprise affiliée, l'État chinois garde le contrôle et seul le chef d'entreprise s'enrichit, dans un environnement propice à la corruption.
- La privatisation des entreprises d'État devait mener à un meilleur dynamisme économique, **mais** de nombreuses sociétés publiques, autrefois source de revenus pour l'État et aujourd'hui peu rentable dans une économie ouverte, doivent faire des mises à pied massives pour demeurer concurrentielles.

LES SOURCES INFORMATIONNELLES

[2020 – Deng Xiaoping](#)

[2020 – économie de la Chine](#)

[2019 – 182 nouveaux milliardaires en 2019](#)

[2018 – la Chine fabrique des très riches](#)

[2017 – Chine des riches, Chine des pauvres](#)

[2015 – communisme ou capitalisme chinois](#)

[2011 – les riches en voie de développement](#)

[2010 – Pékin des riches, Pékin des pauvres](#)

[1995 – revue des millionnaires chinois](#)



Retour Page ▲

La Chine peine à rendre efficient son système de santé

La crise de la covid-19 a été un révélateur. Mais les dysfonctionnements du système de santé chinois relèvent de choix politique et mettent en exergue une inégalité non résolue entre les villes et les campagnes.

L'assurance maladie des coopératives rurales a été introduite au cours des années 1970 et s'est avérée assez utile au début, car elle couvrait la majorité de la population rurale.

Par la suite, des réformes ont plus ou moins proscrit ces coopératives.

Ainsi, de nombreux travailleurs ont perdu la protection sociale (logement et soins de santé presque gratuits, sécurité d'emploi et de retraite) fournie traditionnellement par les entreprises d'État.

D'un point de vue de la santé, la pollution urbaine demeure un problème dans un pays où près du quart de la population mondiale se trouve concentrée sur un territoire relativement petit pour un si grand nombre d'habitants.

LES CONTRADICTIONS A L'HISTOIRE

- Deng Xiaoping voulait des réformes pour améliorer la qualité de vie des Chinois, mais les réformes libérales ont banni les coopératives agricoles d'état et ainsi l'assurance maladie qui y était attachée, mettant des millions de Chinois dans une situation précaire en matière de santé.

LES SOURCES INFORMATIONNELLES

[2020 – Deng Xiaoping](#)

[2020 – histoire de la Chine](#)

[2020 – environnement en Chine](#)

[2020 – santé publique en Chine](#)

[2020 – manque de médecins en Chine](#)

[2019 – secteurs énergétiques chinois](#)

[2018 – industrie pharmaceutique en Chine](#)

[2016 – réforme Assurance Maladie en Chine](#)

[2015 – communisme ou capitalisme chinois](#)

[2011 – la santé en Chine](#)

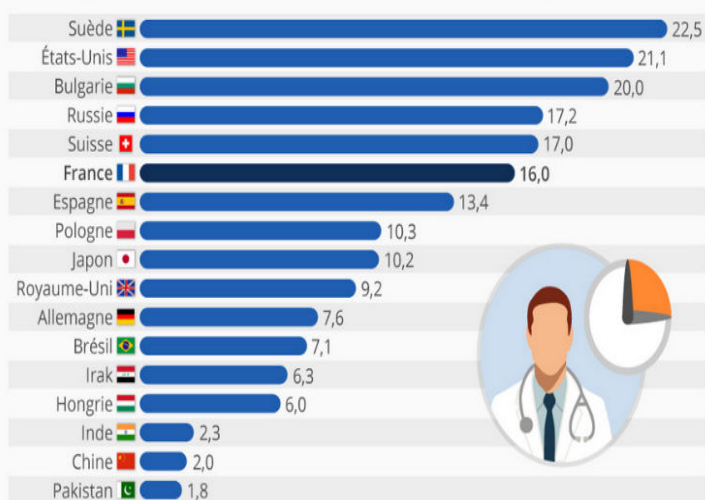
[2008 - The China Review](#)

[2008 – déforestations en Chine](#)

[2005 – faillite du système de santé chinois](#)

La durée des consultations médicales dans le monde

Durée moyenne d'une consultation médicale dans une sélection de pays (en minutes) *



* en fonction des dernières données disponibles. Il s'agit de consultations chez le médecin généraliste (soins primaires).

@Statista_FR

Source : BMJ Open

statista

Projet d'application pour Mobile



Inventer une application afin d'apprendre à décrypter la Chine

Il est urgent de suivre avec beaucoup plus de précision ce qui se passe en Chine. Il serait intéressant de développer ce type d'application, qui pourrait être accessible à tous, et aurait pour but d'être un agrégateur de l'ensemble des informations sur la Chine.



- **ACTUALITÉS** – recenser et agréger sur l'ensemble des médias, les informations relatives à la Chine
- **ÉCONOMIE** – tous les indicateurs économiques sur la Chine
- **JUSTICE** – les informations relatives au secteur judiciaire en Chine
- **CULTURE & MÉDIAS** – les informations sur la dimension culturelle chinoise à travers le monde et les accès aux différents médias parlant de la Chine
- **LIBERTÉ D'EXPRESSION** – un espace libre de discussion autour de thèmes, animés par les utilisateurs chinois de l'application
- **ENVIRONNEMENT** – toutes les informations sur les conditions de vie (écologie) et la santé en Chine
- **SOCIÉTÉ** – tous les indicateurs et informations des conditions de vie sociétales des Chinois en Chine
- **RELIGION** – la pratique et la diversité des libertés religieuses en Chine

Animée par le souhait d'éclairer les Chinois en Chine et à travers le monde sur les conditions actuelles et futures de la Chine, cette application finira par devenir un point de référence essentiel sur la Chine.

Section « Economie »

Cette section fournit l'ensemble des informations pertinentes sur l'économie chinoise :

● LES ENTREPRISES CHINOISES

Liste des entreprises chinoises avec les informations sur la société, les membres dirigeants l'entreprise et ses ramifications en matière de filiales. Les informations d'actualités liées aux entreprises seront accessibles sur chacune d'elle. Les éventuelles alertes détectées aussi.

Les informations financières sont présentes, comme le chiffre d'affaires. Enfin, un indicateur et les informations afférentes indiquent la santé de l'entreprise dans son évolution future.

Pour finir, les utilisateurs de l'application peuvent laisser des commentaires une entreprise avec une note permettant de juger de la perception chinoise de celle-ci.

● LES ENTREPRISES ÉTRANGÈRES

Dans cette section, les entreprises étrangères seront aussi présentes pour celles qui se sont implantées en Chine. Les résultats commerciaux ainsi que les faits d'actualités rattachés à ces entreprises étrangères seront aussi présentés.

● LES ACCORDS CHINOIS

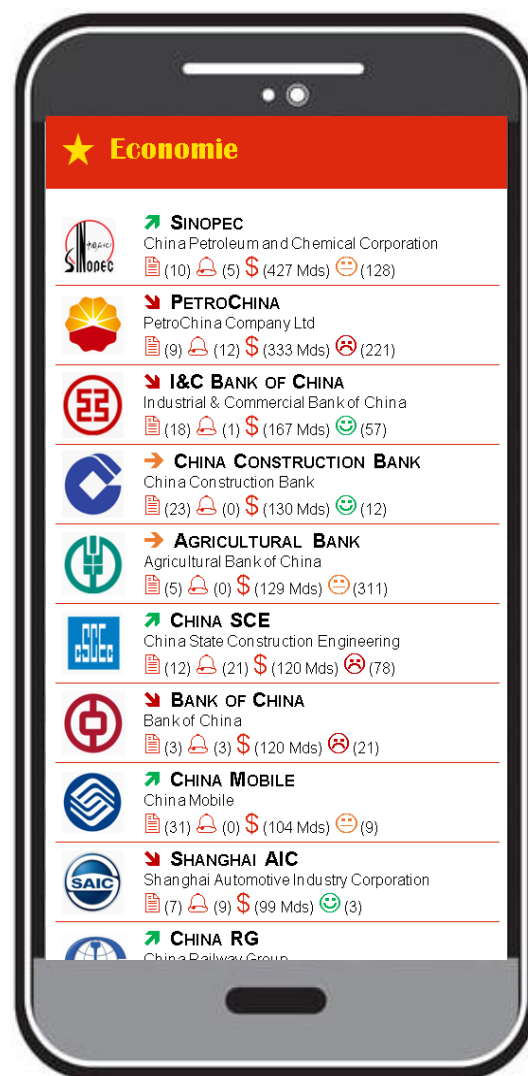
Dans cette section, les informations relatives aux accords internationaux engagés par la Chine seront présentées et accessibles afin de constater les efforts faits par la Chine pour s'ouvrir à l'international.

● LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DES RÉGIONS EN CHINE

Par rapport à l'activité économique, cette section présentera l'évolution économique des différentes régions de la Chine intérieure avec l'évolution des secteurs d'activités qui s'y sont développés.

● IMPORTATIONS VERSUS EXPORTATIONS EN CHINE

D'un point de vue économique et financier, le parallèle sera présenté dans cette section entre les différentes balances commerciales de la Chine et notamment en mettant en avant les importations versus les exportations. Le PIB chinois sera ainsi présenté, notamment par habitant et par classe sociale.



Section « Justice »

De par l'évolution récente et rapide du secteur judiciaire en Chine, cette section apporte un focus particulier sur cette dimension de l'état chinois.

● LES PORTÉS DISPARUS

Dans cette sous-partie, les utilisateurs de l'application pourront identifier des personnes disparues en Chine et pour lesquelles on n'a soudainement plus de nouvelles.

Cette sous-partie sera aussi alimentée par l'actualité internationale dans le cas de personnalités disparues.

Ceci devrait permettre d'aider à retrouver ces personnes disparues en les identifiant pour l'ensemble des Chinois utilisateurs de l'application.



Enfin, les utilisateurs pourront laisser des commentaires permettant d'aider à retrouver ces personnes.

● LES PROCÈS EN COURS

Dans cette sous-partie, tous les événements judiciaires en cours ou passés seront listés afin de permettre un suivi du déroulement de ces affaires.

Les événements judiciaires concerneront aussi bien les entreprises chinoises que les entreprises étrangères à partir du moment où l'évènement est en rapport avec la Chine.

Les utilisateurs de l'application pourront notamment commenter les différents procès pour apporter des éclairages nouveaux par rapport aux informations diffusées officiellement dans les médias.

● LES CONSEILS POUR UN RECOURS EN JUSTICE EN CHINE

Dans cette sous-partie, des conseils pour les Chinois comme les étrangers seront présentés afin d'aider ceux qui auront à un moment ou un autre à devoir se défendre en Chine.

Section « Culture & Médias »

La diffusion et l'accès à la culture pour les Chinois sont un point très important et indissociable de l'esprit chinois.

Cette section récupère tous les événements mondiaux qui servent à promouvoir la culture chinoise, mais aussi indique les médias qui sont accessibles pour eux.

● ÉVÉNEMENTS CULTURELS CHINOIS

Basée sur les sites d'information culturelle, cette sous-partie liste l'ensemble des événements culturels à venir et relatif à la culture chinoise.

Les événements indiquent le pays et la date, mais aussi si cet événement est accessible pour les Chinois vivant en Chine intérieure.

Les utilisateurs de l'application mobile pourront laisser des commentaires relatifs à l'événement.

● MÉDIAS ACCESSIBLES PAR LES CHINOIS

Cette sous-partie liste tous les médias en ligne parlant de la Chine ou de la culture chinoise.

Elle fournit un lien vers ces sources d'information et mentionne aussi si ces médias sont censurés en Chine et donc non accessibles aux utilisateurs vivants en Chine.

Les utilisateurs de l'application mobile pourront laisser des commentaires relatifs au média en question.

● LIVRES SUR LA CHINE OU ÉCRITS PAR DES CHINOIS

Dans cette sous-partie, les utilisateurs auront accès à une bibliographie de livre traitant de la Chine ou écrit par des Chinois.

Cela permettra notamment de promouvoir les auteurs chinois à travers l'application.



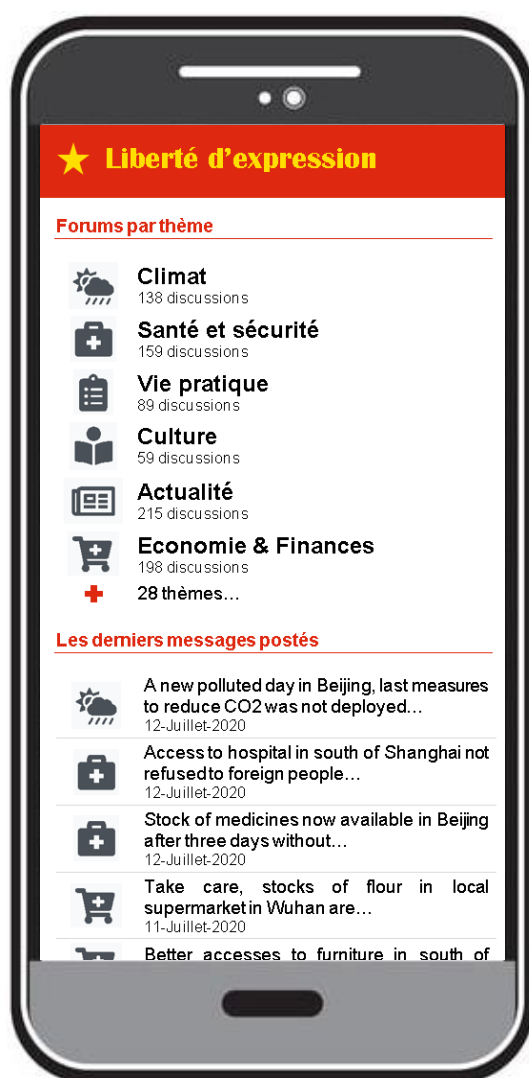
Section « Liberté d'Expression »

Cette partie de l'application offre un espace de liberté d'expression pour tous les utilisateurs.

C'est un forum de discussion qui à la fois permet de discuter de sujets répartis dans des thèmes, mais aussi d'alimenter l'application par certaines données dans les autres sections.

Le but est de permettre d'échanger les informations entre tous les Chinois utilisateurs de l'application. Au sein des différents thèmes, les utilisateurs peuvent créer des discussions en rapport avec le thème sélectionné.

Un système d'abonnement aux discussions permet d'être alerté via l'application quand de nouvelles informations sont disponibles.



Section « Environnement »

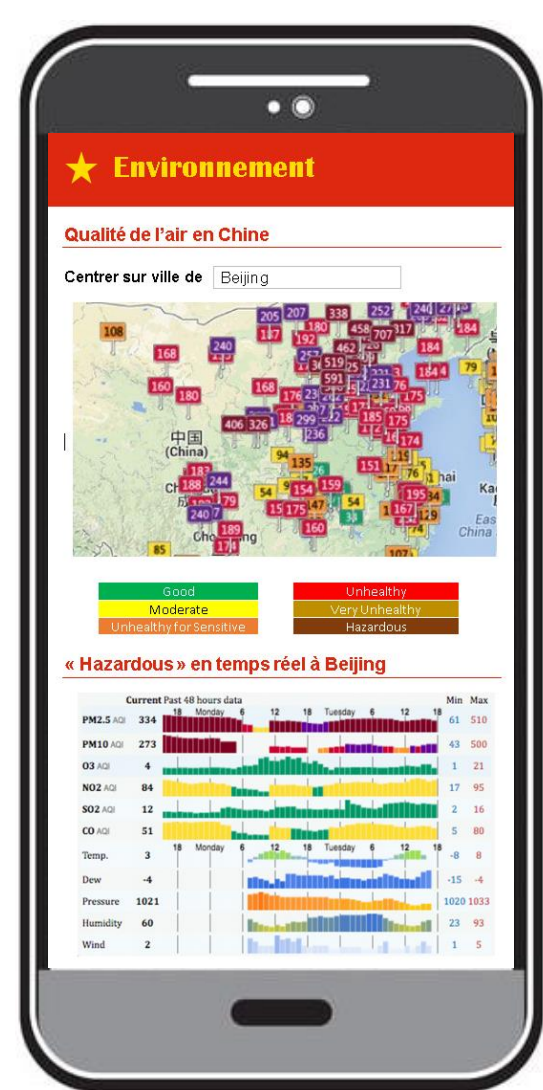
Cette section traite de l'ensemble des informations d'environnement en Chine et notamment de l'écologie.

● LES ACCORDS POUR L'ÉCOLOGIE

Cette sous-partie liste l'ensemble des engagements pris par la Chine, aussi bien au niveau intérieur qu'international, en faveur du climat.

Les objectifs proposés par la Chine seront listés en matière d'écologie avec en parallèle les informations de l'état actuel de ces objectifs par rapport aux prévisions.

Les bilans carbone issus de toutes les activités de la Chine seront mis en parallèle des objectifs fixés par ces engagements écologiques.



● ÉVOLUTION DE L'ENVIRONNEMENT DE VIE EN CHINE

Cette sous-partie donnera les informations sur l'évolution du cadre de vie des Chinois en matière d'environnement.

Les niveaux de pollution, la qualité de l'air et de l'eau, la présence de particules nocives pour la santé.

De plus, les niveaux de présence des ressources naturelles utiles à la vie des citoyens chinois seront mis en évidence (comme l'accès à l'eau potable de qualité).

● NIVEAUX DE CONSOMMATION ÉNERGÉTIQUE

Les bilans de l'utilisation des différents types d'énergie seront présentés, avec la consommation moyenne par habitant et zone géographique en Chine.

Ces données permettront de comprendre le type d'utilisation des différents types d'énergie, leur impact sur la qualité de l'environnement ainsi que l'évolution dans le temps.

● CONSEILS POUR L'ENVIRONNEMENT

Cette sous-partie fournira des conseils pour les comportements à modifier afin de mieux garantir le respect de l'environnement. Les actualités afférentes aux initiatives chinoises pour améliorer l'environnement seront aussi accessibles ici.

Section « Société »

Cette section permettra aux utilisateurs de l'application mobile d'avoir accès à toutes les données concernant la société chinoise en Chine.

● AU NIVEAU ALIMENTAIRE

Analyse et graphes sur l'accès à la nourriture par zone géographique en Chine. Permettre de comprendre comment la sécurité alimentaire des Chinois a évolué dans le temps et prévenir d'éventuel manque pour éviter les famines.

De même, l'évolution des prix à la consommation des biens les plus courants permettra aux citoyens chinois de mieux gérer leurs approvisionnements à venir.

● NIVEAU DE VIE DES HABITANTS

Analyse et graphes du niveau de vie des citoyens chinois par zone géographique et classe sociale. Permettra de voir l'évolution de la répartition des richesses en Chine ainsi que son utilisation sur les divers postes de dépense. Ceci permettant de suivre le niveau de pouvoir d'achat des Chinois et se prémunir d'une éventuelle carence de richesse entraînant un appauvrissement prématuré de la population.

Enfin, le suivi des niveaux de rémunération suivant les postes, les classes sociales et les zones géographiques permettra aux utilisateurs chinois de l'application de mieux se positionner sur le marché de l'emploi.

● AU NIVEAU DE LA SANTÉ

Présentation des indicateurs de santé de la population chinoise, comme le taux de mortalité dans le temps entre hommes et femmes par zone géographique et classe sociale.

De même, l'accès aux soins, la densité et accès aux établissements de soins, les mutuelles et protections sociales seront présentées pour mieux apprécier le niveau de protection sanitaire en Chine. Des actualités sur tous les problèmes sanitaires parus dans les médias seront aussi présentées.

● AU NIVEAU DE L'EMPLOI

Analyse et graphe du secteur de l'emploi et du taux de chômage par zone géographique, classe sociale et sexe (homme/femme). Progression du chômage.



Section « Pratique des religions »

Cette section sera consacrée à la présence et à la liberté des différentes religions en Chine.

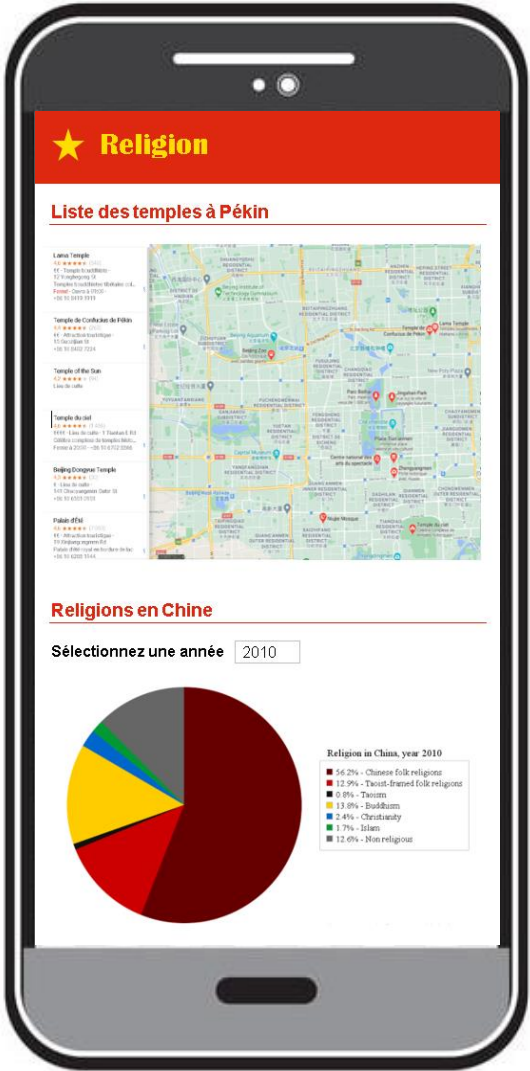
● LES LIEUX DE CULTES

L’application permettra suivant le choix de votre religion et votre localisation géographique de présenter les différents lieux de cultes adaptés.

La carte présentera les lieux actuellement ouverts et aussi les précédents lieux de culte de la religion choisis, mais qui ont été fermés dans le passé, ceci afin de présenter une vision historique d’une religion à l’utilisateur.

● LES RELIGIONS EN CHINE

Diverses statistiques seront présentées dans l’application afin de comprendre l’évolution des différentes religions en Chine, leur présence passée et actuelle ainsi que le nombre de pratiquants dans le pays.



Ces religions seront aussi présentées par zone géographique et classes sociales.

● ACTUALITÉS RELIGIEUSES

Cette sous-partie présentera toutes les actualités et informations relatives aux religions en Chine.

Ceci afin de suivre l’histoire de l’évolution et les règlements adoptés par la Chine en ce qui concerne la diversité et les libertés de culte.